

# LE DROIT D'AUTEUR

Revue du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

Paraissant à Berne le 15 de chaque mois

70<sup>e</sup> année - n° 5 - mai 1957

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

**LÉGISLATION INTÉRIEURE :** Grande-Bretagne. Loi sur le droit d'auteur (du 5 novembre 1956) (*troisième partie*), p. 73.

### PARTIE NON OFFICIELLE

**ÉTUDES GÉNÉRALES :** La nouvelle loi britannique sur le droit d'auteur (R. F. Whale) (*première partie*), p. 81.

**JURISPRUDENCE :** France. I. Effets de la saisie-contrefaçon autorisée par la loi des 19-24 juillet 1793 (Cour de cassation, 22 janvier 1957),

p. 88. — II. Utilisation abusive et illicite d'enregistrements sonores (Tribunal civil de la Seine, 4 janvier 1956, et Cour d'appel de Paris, 13 février 1957), p. 88.

**ÉTUDES DOCUMENTAIRES :** Un traité de M. Satanowski sur le droit d'auteur (G. R.), p. 91.

**NOUVELLES DIVERSES :** République de Cuba. Ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur, p. 92.

**BIBLIOGRAPHIE :** Ouvrage de Bappert-Wagner, p. 92.

## PARTIE OFFICIELLE

### Législation intérieure

#### GRANDE-BRETAGNE

#### Loi sur le droit d'auteur

(Du 5 novembre 1956)

(*Troisième partie*)<sup>1)</sup>

#### TITRE IV

Tribunal du droit de représentation et d'exécution  
(Performing Right Tribunal)

#### Liste des articles

23. Création du tribunal.
24. Dispositions générales concernant la juridiction du tribunal.
25. Renvoi, devant le tribunal, de barèmes concernant des licences.
26. Nouveau renvoi d'un barème devant le tribunal.
27. Demandes adressées au tribunal.
28. Exercice de la juridiction du tribunal quant à la diffusion des radioémissions étrangères.
29. Effet des décisions du tribunal et dispositions supplémentaires y afférentes.
30. Renvoi de questions de droit à la cour.

#### Article 23

##### Création du tribunal

(1) Il sera créé un tribunal, qui sera nommé le Tribunal du droit de représentation et d'exécution (*Performing Right Tribunal*) (désigné, dans la présente loi, par « le tribunal »),

en vue de l'exercice de la juridiction conférée par les dispositions du présent titre de la présente loi.

(2) Le tribunal se composera d'un président qui sera nommé par le Lord Chancelier et qui sera un avocat (*barrister, advocate*) ou un avoué (*solicitor*) n'ayant pas moins de sept ans de pratique, ou une personne ayant occupé des fonctions judiciaires, et de deux autres membres au moins ou de quatre autres membres au plus, nommés par le *Board of Trade*.

(3) Aucune personne ne pourra être nommée à ce tribunal ni en être membre tant qu'elle sera membre de la Chambre des Communes du Parlement, ou du Sénat ou de la Chambre des Communes de l'Irlande du Nord.

(4) Les dispositions de la quatrième annexe de la présente loi s'appliqueront en ce qui concerne ce tribunal.

(5) Il sera versé aux membres du tribunal telle rémunération (sous forme de traitement ou d'honoraires) et telles indemnités que le *Board of Trade* pourra, avec l'approbation de la Trésorerie, fixer respectivement pour ces divers membres.

(6) Le *Board of Trade* pourra nommer tels préposés, huissiers ou employés du tribunal dont le *Board*, avec l'approbation de la Trésorerie, fixera le nombre et la rémunération.

(7) La rémunération et les indemnités des membres du tribunal, la rémunération de tous préposés et employés nommés en vertu du paragraphe précédent, et telles autres dépenses du tribunal que pourra fixer le *Board of Trade*, avec l'approbation de la Trésorerie, seront payées sur des fonds fournis par le Parlement.

#### Article 24

##### Dispositions générales concernant la juridiction du tribunal

(1) Sous réserve des dispositions du présent titre de la présente loi, le tribunal sera chargé de statuer sur les dif-

<sup>1)</sup> Traduit de l'anglais. — Voir *Droit d'Auteur*, 1957, p. 33 et 53.

férends qui pourront s'élever entre les organismes accordant des licences et les personnes demandant des licences ou les organisations prétendant représenter lesdites personnes,

- a) à l'occasion du renvoi, devant le tribunal, d'un barème de licence, ou
- b) à l'occasion de la demande d'une personne désirant obtenir une licence, soit conformément à un barème de licence, soit dans un cas non visé par un barème de licence.

(2) Dans le présent titre de la présente loi, le mot « licence » s'entend d'une licence accordée par le titulaire ou le futur titulaire, ou au nom du titulaire ou du futur titulaire, du *copyright* afférent à une œuvre littéraire, dramatique ou musicale, ou à un enregistrement sonore ou à une radio-émission télévisuelle, s'agissant,

- a) dans le cas d'une œuvre littéraire, dramatique ou musicale, d'une licence pour représenter ou exécuter en public ou pour radiodiffuser l'œuvre ou une adaptation de celle-ci, ou pour faire transmettre l'œuvre ou une adaptation de celle-ci aux abonnés d'un service de diffusion;
- b) dans le cas d'un enregistrement sonore, d'une licence pour faire entendre en public cet enregistrement ou pour le radiodiffuser;
- c) dans le cas d'une radioémission télévisuelle, d'une licence pour la faire voir en public, pour autant qu'elle consiste en images visuelles, et pour la faire entendre en public, pour autant qu'elle consiste en sons.

(3) Dans le présent titre de la présente loi, l'expression « organisme accordant des licences »,

- a) par rapport aux licences mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe précédent s'entend d'une société ou autre organisation dont l'objet principal, ou l'un des principaux objets, est la négociation ou l'attribution de telles licences, soit comme titulaire ou futur titulaire de *copyright*, soit comme mandataire des titulaires ou futurs titulaires de ce *copyright*;
- b) par rapport aux licences mentionnées à l'alinéa b) du paragraphe précédent, s'entend de tout titulaire ou futur titulaire de *copyright* afférent à des enregistrements sonores, ou de toute personne ou groupe de personnes agissant comme mandataires des titulaires ou futurs titulaires de *copyright* afférent à des enregistrements sonores, en ce qui concerne la négociation ou l'attribution de ces licences; et
- c) par rapport aux licences mentionnées à l'alinéa c) du paragraphe précédent, s'entend de la Corporation ou de l'Autorité, ou de toute organisation désignée par elles, ou par l'une d'elles, conformément aux dispositions de la cinquième annexe de la présente loi.

Toutefois, l'alinéa a) du présent paragraphe ne sera pas applicable à une organisation en raison du fait que ses objectifs comportent la négociation ou l'attribution de licences individuelles, dont chacune a trait à une seule œuvre ou aux œuvres d'un seul auteur, si lesdits objectifs ne comportent pas la négociation ou l'attribution de licences générales, dont chacune s'étend aux œuvres de plusieurs auteurs.

(4) Dans le présent titre de la présente loi, l'expression « barème de licence », par rapport aux licences de toute nature, signifie un barème établi par un ou plusieurs organismes qui accordent des licences, énonçant les catégories de cas dans lesquels ces organismes, ou les personnes au nom desquelles ils agissent, sont disposés à accorder des licences de cette nature, ainsi que, éventuellement, les droits ou redevances et les modalités et conditions moyennant lesquels des licences seraient accordées dans ces catégories de cas; et, dans le présent paragraphe, le mot « barème » comprend toute chose participant de la nature d'un barème, qu'elle y soit désignée comme barème, ou comme tarif, ou par toute autre appellation.

(5) Dans le présent titre de la présente loi, les références à des modalités et conditions constituent des références à toutes modalités et conditions autres que celles qui se rapportent au montant des droits ou redevances perçus pour une licence; et les références à la possibilité qui est accordée à une personne de présenter son cas constituent des références à la possibilité qui lui sera accordée, à son choix, de soumettre des déclarations par écrit ou d'être entendue, ou de soumettre des déclarations par écrit et d'être entendue.

#### Article 25

##### *Renvoi, devant le tribunal, de barèmes concernant des licences*

(1) Lorsque, à un moment quelconque, pendant qu'un barème de licence est en application, un différend s'élève, au sujet de ce barème, entre l'organisme accordant des licences qui applique ce barème et

- a) une organisation prétendant représenter des personnes qui demandent des licences dans des cas rentrant dans une catégorie à laquelle s'applique le barème, ou
- b) toute personne déclarant demander une licence dans un cas rentrant dans une catégorie à laquelle s'applique le barème,

l'organisation ou la personne en question peut renvoyer le barème devant le tribunal, pour autant que ce barème a trait aux cas de cette catégorie.

(2) Les parties à un renvoi effectué en vertu du présent article seront

- a) l'organisation ou la personne à la requête de laquelle le renvoi est effectué;
- b) l'organisme accordant des licences qui applique le barème visé par ledit renvoi; et
- c) éventuellement, toutes autres organisations ou personnes qui s'adressent au tribunal pour être considérées comme parties à ce renvoi et qui, conformément au paragraphe suivant, deviennent parties audit renvoi.

(3) Lorsqu'une organisation (prétendant, ou non, représenter des personnes qui demandent des licences) ou une personne (demandant, ou non, une licence) s'adressent au tribunal pour devenir parties à un renvoi, et que le tribunal est assuré que ladite organisation ou ladite personne possède des intérêts substantiels dans l'affaire en litige, le tribunal peut, s'il le juge convenable, décider que ladite organisation ou ladite personne seront parties au renvoi.

(4) Le tribunal n'admettra pas un renvoi demandé, en vertu du présent article, par une organisation, avant d'être assuré que l'organisation en question représente vraiment, dans une mesure raisonnable, la catégorie de personnes qu'elle prétend représenter.

(5) Sous réserve du paragraphe précédent, le tribunal, lors de tout renvoi effectué en vertu du présent article, examinera la question en litige et, après avoir donné aux parties au renvoi l'occasion de présenter respectivement leur cas, prendra telle décision — confirmant ou modifiant le barème, pour autant que celui-ci a trait à des cas rentrant dans la catégorie visée par le renvoi — qu'il pourra estimer raisonnable, étant donné les circonstances.

(6) Une décision prise par le tribunal en vertu du présent article, nonobstant l'un des éléments quelconques du barème de licence auquel elle se rapporte, peut demeurer en vigueur, soit pour une durée indéterminée, soit pour telle période que fixera le tribunal.

(7) Lorsqu'un barème de licence a été renvoyé devant le tribunal en vertu du présent article, en ce cas, nonobstant l'un des éléments quelconques du barème,

- a) ce barème restera en application jusqu'à ce que le tribunal ait pris une décision à la suite de ce renvoi, et
- b) après que cette décision aura été prise, le barème restera en application, pour autant qu'il se rapporte à la catégorie de cas visée par ladite décision, aussi longtemps que cette décision restera en vigueur.

Toutefois, le présent paragraphe ne sera pas applicable, en ce qui concerne un renvoi, pour une période quelconque après que ledit renvoi aura été retiré ou n'aura pas été retenu en vertu du paragraphe (4) du présent article.

## Article 26

### *Nouveau renvoi d'un barème devant le tribunal*

(1) Lorsque le tribunal aura pris une décision, en vertu du paragraphe précédent, au sujet d'un barème de licence, en ce cas, sous réserve du paragraphe suivant, à un moment quelconque pendant que la décision sera en vigueur,

- a) l'organisme accordant des licences qui applique le barème, ou
- b) toute organisation prétendant représenter les personnes qui demandent des licences dans des cas de la catégorie visée par la décision, ou
- c) toute personne déclarant demander une licence dans un cas de cette catégorie,

peut renvoyer de nouveau le barème devant le tribunal, pour autant que ledit barème a trait aux cas de cette catégorie.

(2) Sauf avec la permission spéciale du tribunal, un barème de licence ne sera pas renvoyé à nouveau devant ledit tribunal, en vertu du paragraphe précédent, à une époque antérieure,

- a) à la fin d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle la décision en question aura été prise, dans le cas d'une décision devant rester en vigueur pour une durée indéterminée ou pour une période dépassant quinze mois, ou

b) au début d'une période de trois mois se terminant à la date d'expiration de la décision, dans le cas d'une décision devant rester en vigueur pour quinze mois ou pour une durée moindre.

(3) Les parties à un renvoi effectué en vertu du présent article seront

- a) l'organisme accordant des licences, organisation ou personne à la requête de laquelle le renvoi est effectué,
- b) l'organisme accordant des licences qui applique le barème visé dans le renvoi, si ce renvoi n'est pas effectué à sa requête, et
- c) éventuellement, toutes autres organisations ou personnes qui s'adressent au tribunal pour devenir parties à ce renvoi et qui, conformément aux dispositions applicables à cet égard en vertu du paragraphe (5) du présent article, deviennent parties au renvoi.

(4) Sous réserve du paragraphe suivant, le tribunal, lors de tout renvoi effectué en vertu du présent article, examinera la question en litige et, après avoir donné aux parties au renvoi l'occasion de présenter respectivement leur cas, prendra telle décision — par rapport au barème, tel qu'il aura été antérieurement confirmé ou modifié, et pour autant que ce barème se rapporte aux cas de la catégorie en question — qu'il pourra estimer raisonnable étant donné les circonstances, et qui confirmera, modifiera ou modifiera à nouveau ledit barème.

(5) Les paragraphes (3), (4), (6) et (7) de l'article précédent seront applicables, aux fins du présent article.

(6) Les dispositions précédentes du présent article auront effet par rapport à des décisions prises en vertu du présent article, de la même manière qu'elles ont effet par rapport à des décisions prises en vertu de l'article précédent.

(7) Rien, dans le présent article, ne sera interprété comme empêchant un barème de licence, au sujet duquel une décision du tribunal sera intervenue en vertu de l'article précédent, d'être à nouveau renvoyé devant le tribunal, en vertu dudit article,

- a) à un moment quelconque, pour autant que le barème se rapporte à des cas d'une catégorie à laquelle la décision susdite ne s'applique pas, ou
- b) après l'expiration de la décision, pour autant que le barème se rapporte à des cas de la catégorie à laquelle la décision s'appliquait pendant qu'elle était en vigueur.

## Article 27

### *Demandes adressées au tribunal*

(1) Aux fins du présent titre de la présente loi, un cas sera considéré comme visé par un barème de licence si, conformément à un barème de licence alors en application, des licences étaient accordées dans les cas de la catégorie à laquelle appartient le cas en question.

Toutefois, lorsque, conformément aux dispositions d'un barème de licence,

- a) les licences qui seraient ainsi accordées seraient assujetties à des modalités et conditions selon lesquelles des

questions (*matters*) particulières se trouveraient exclues des licences, et lorsque

b) le cas en cause se rapporte à une ou plusieurs des questions tombant sous le coup de cette exclusion, le cas dont il s'agit sera considéré comme n'étant pas visé par le barème.

(2) Toute personne qui, dans un cas visé par un barème de licence, fait valoir que l'organisme accordant des licences qui applique ledit barème a refusé de lui accorder une licence conformément aux dispositions dudit barème, ou ne lui a pas accordé une telle licence, ou ne lui a pas procuré l'attribution d'une telle licence, pourra s'adresser au tribunal en vertu du présent article.

(3) Toute personne qui fait valoir qu'elle demande une licence dans un cas non visé par un barème de licence et que

a) un organisme accordant des licences lui a refusé cette licence, ou ne la lui a pas accordée, ou ne lui a pas procuré l'attribution de cette licence et que, étant donné les circonstances, il n'est pas raisonnable que la licence n'ait pas été accordée, ou que

b) des droits ou redevances, des modalités ou conditions, sous réserve desquels un organisme accordant des licences propose l'attribution de cette licence, ne sont pas raisonnables, peut s'adresser au tribunal en vertu du présent article.

(4) Lorsqu'une organisation (qui prétend, ou non, représenter des personnes qui demandent des licences) ou une personne (qui demande, ou non, une licence) s'adressent au tribunal pour devenir parties à une demande en vertu des dispositions précédentes du présent article, et que le tribunal est assuré que ladite organisation ou ladite personne possèdent des intérêts substantiels dans l'affaire en litige, le tribunal peut, s'il le juge convenable, décider que ladite organisation ou ladite personne seront parties à la demande.

(5) Pour toute demande soumise en vertu du paragraphe (2) ou du paragraphe (3) du présent article, le tribunal donnera au requérant et à l'organisme en question qui accorde les licences, et, éventuellement, à toute autre partie à la demande, l'occasion de présenter respectivement leur cas; et, si le tribunal est assuré que la revendication du requérant est bien fondée, le tribunal prendra une décision déclarant que, en ce qui concerne les questions (*matters*) spécifiées dans la décision, le requérant a droit à obtenir une licence selon les modalités et conditions, et éventuellement sous réserve du paiement des droits ou redevances que,

a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe (2) du présent article, le tribunal pourra estimer applicables conformément au barème de licence, ou que,

b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe (3) du présent article, le tribunal pourra estimer raisonnables, étant donné les circonstances.

(6) Toute référence, dans le présent article, au fait de ne pas avoir accordé une licence ou de ne pas procurer l'attribution d'une licence, sera interprétée comme étant une référence au fait de ne pas avoir accordé cette licence, ou de ne pas en procurer l'attribution, dans un laps de temps raisonnable après avoir été prié de le faire.

## Article 28

### *Exercice de la juridiction du tribunal quant à la diffusion des radioémissions étrangères*

(1) Quand, lors d'un renvoi au tribunal (en vertu du présent titre de la présente loi), relatif à des licences portant sur la transmission d'œuvres aux abonnés d'un service de diffusion dans le Royaume-Uni, le tribunal est assuré

a) que les licences sont demandées, entièrement ou partiellement, dans l'intention de distribuer des programmes de radiodiffusion à partir d'un lieu situé hors du Royaume-Uni, par une organisation autre que la Corporation ou l'Autorité, et

b) que, en vertu des arrangements conformément auxquels les programmes sont radiodiffusés par cette organisation, les droits et redevances sont payables par l'organisation, ou pour son compte, à un autre organisme, comme étant celui qui est habilité, en vertu de la loi pertinente sur le *copyright*, à autoriser la radiodiffusion desdites œuvres à partir du lieu en question,

le tribunal, sous réserve du paragraphe suivant, exercera les pouvoirs qu'il détient en vertu du présent titre de la présente loi, de la manière qu'il jugera appropriée pour obtenir que les personnes demandant les licences soient exemptées du paiement de tous droits ou redevances afférents à ces licences, pour autant que celles-ci sont exigées aux fins de la distribution des programmes en question.

(2) Si, lors d'un renvoi du genre mentionné au paragraphe précédent, le tribunal est assuré des points mentionnés dans les alinéas a) et b) dudit paragraphe, mais s'il est démontré à la satisfaction du tribunal que les droits et redevances payables par l'organisation, ou pour son compte, comme il est mentionné dans l'alinéa b) dudit paragraphe,

a) ne tiennent pas compte du fait que, par suite de la radiodiffusion des œuvres en question par ladite organisation, les personnes demandant les licences peuvent être mises à même de faire transmettre ces œuvres à des abonnés de services de diffusion dans le Royaume-Uni, ou

b) ne correspondent pas exactement à la mesure dans laquelle il est probable que ces personnes feront transmettre ainsi les œuvres en question à la suite de leur radiodiffusion dans de telles conditions,

le paragraphe précédent ne sera pas applicable, mais le tribunal exercera les pouvoirs qu'il détient en vertu du présent titre de la présente loi de manière à obtenir que les droits et redevances payables pour les licences, dans la mesure où ces licences sont exigées pour les fins mentionnées au paragraphe précédent, ne dépassent pas les proportions que le tribunal estime indispensables pour compenser l'insuffisance (mentionnée à l'alinéa a) ou à l'alinéa b) du présent paragraphe selon le cas) des droits et redevances payables par l'organisation radiodiffusant les œuvres, ou pour son compte.

(3) Les dispositions précédentes du présent article s'appliqueront, avec les modifications nécessaires, aux demandes formulées en vertu du présent titre de la présente loi, de même qu'elles s'appliquent aux renvois effectués en vertu du même titre.

(4) Dans le présent article, l'expression « la loi pertinente sur le *copyright* », en ce qui concerne la radiodiffusion d'œuvres à partir d'un lieu situé hors du Royaume-Uni, s'entend des lois du pays où est situé le lieu susdit, dans la mesure où ces lois confèrent des droits analogues au *copyright* existant en vertu de la présente loi, ou se réfèrent, d'une autre manière, à de tels droits; et toute référence à des œuvres comporte une référence aux adaptations de celles-ci.

# Article 29

## Effet des décisions du tribunal et dispositions supplémentaires y afférentes

(1) Lorsqu'une décision prise par le tribunal au sujet d'un renvoi, en vertu du présent titre de la présente loi, concernant un barème de licence, est en vigueur, toute personne qui, dans un cas visé par le barème, tel que celui-ci aura été confirmé ou modifié par ladite décision, accomplit un acte quelconque qui,

- a) en dehors du présent paragraphe, constituerait une violation du *copyright*, mais qui
  - b) ne constituerait pas une telle violation, si la personne en question avait détenu une licence accordée conformément au barème, tel que celui-ci a été confirmé ou modifié par la décision, pour autant que ledit barème a trait aux cas visés dans la décision,
- se trouvera, si elle a satisfait aux exigences spécifiées au paragraphe suivant, dans la même situation, en ce qui concerne une procédure quelconque pour violation de ce *copyright*, que si elle avait détenu, au moment indiqué, une telle licence.

(2) Lesdites exigences sont les suivantes:

- a) à toutes les dates en cause, ladite personne se sera conformée aux modalités et conditions qui, aux termes du barème de licence, tel qu'il aura été confirmé ou modifié par la décision du tribunal, seraient applicables à une licence visant le cas en question, et,
- b) si, conformément au barème ainsi confirmé ou modifié, des droits ou redevances quelconques sont dus au titre de cette licence, elle avait, au moment indiqué, acquitté lesdits droits ou redevances à l'organisme accordant des licences qui applique le barème en question ou si, à ce moment, la somme à verser ne pouvait être déterminée, elle s'était engagée envers l'organisme accordant des licences, à payer les droits et redevances, après détermination de ceux-ci.

(3) Lorsque le tribunal a pris, en vertu de l'article 27 de la présente loi, une décision déclarant qu'une personne a droit à une licence en ce qui concerne tous les points spécifiés dans cette décision, en ce cas, si

- a) cette personne s'est conformée aux modalités et conditions spécifiées dans la décision, et si,
- b) dans un cas où la décision prescrit le paiement de droits ou redevances, elle a acquitté ces droits ou redevances à l'organisme accordant des licences, conformément aux termes de la décision, ou, dans le cas où cette décision le prescrit, elle s'est engagée envers l'organisme accordant des licences à payer les droits et redevances, après détermination de ceux-ci,

ladite personne se trouvera dans la même situation, à propos de toute procédure intentée pour violation d'un *copyright* concernant l'un quelconque de ces points, que si, à toutes les dates en cause, elle avait détenu une licence accordée par le titulaire du *copyright* en question selon les modalités et conditions spécifiées dans la décision du tribunal.

(4) Dans l'exercice de sa juridiction en ce qui concerne les licences relatives à des radioémissions télévisuelles, le tribunal tiendra compte (entre autres points) de toutes les conditions imposées par les organisateurs de tout divertissement ou de toute autre manifestation devant être compris dans les radiodiffusions; et, en particulier, le tribunal ne considérera pas le refus d'accorder une licence ou la non-attribution d'une licence comme n'étant pas raisonnable si cette licence n'avait pas pu être accordée d'une façon compatible avec les conditions susdites.

Toutefois, rien, dans le présent paragraphe, n'obligera le tribunal à tenir compte de conditions quelconques de ce genre pour autant que celles-ci visent à réglementer les droits et redevances à imposer pour l'attribution de licences, ou pour autant qu'elles ont trait aux versements à effectuer aux organisateurs de toute manifestation pour l'octroi de facilités en matière de radiodiffusion.

(5) Lorsque, au sujet d'un renvoi au tribunal, en vertu du présent titre de la présente loi,

- a) le renvoi a trait à des licences concernant un *copyright* afférent à des enregistrements sonores ou à des radioémissions télévisuelles, et lorsque
- b) le tribunal est assuré que les licences en question sont nécessaires pour les fins visées par les organisations telles que celles qui sont mentionnées à l'alinéa b) du paragraphe (7) de l'article 12 de la présente loi,

le tribunal pourra, s'il le juge convenable, exercer les pouvoirs qu'il détient du présent titre de la présente loi, de façon à réduire, lorsqu'il s'agit de ces organisations, dans la mesure que le tribunal estimera opportune, les droits et redevances qu'il considère généralement comme étant raisonnables en ce qui concerne les cas de la catégorie à laquelle a trait le renvoi devant le tribunal, ou, s'il le juge convenable, de façon à exonérer ces organisations du paiement de tous droits ou redevances de ce genre<sup>1)</sup>.

(6) Le paragraphe précédent aura effet, sous réserve des modifications nécessaires, en ce qui concerne les demandes formulées en vertu du présent titre de la présente loi, de même qu'il a effet en ce qui concerne les renvois devant le tribunal effectués en vertu de ce même titre.

(7) En ce qui concerne le *copyright* afférent à une œuvre littéraire, dramatique ou musicale, toute référence du présent article à une action intentée pour violation d'un *copyright* comporte une référence à une procédure engagée en vertu du paragraphe (5) de l'article 21 de la présente loi.

<sup>1)</sup> Cet alinéa se présente comme suit dans le texte original: « *the tribunal may, if it thinks fit, exercise its powers under this Part of this Act so as to reduce, in the case of those organisations, to such extent as the tribunal thinks fit, the charges which it determines generally to be reasonable in relation to cases of the class to which the reference relates, or, if it thinks fit, so as to exempt those organisations from the payment of any such charges.* » (Réd.)

## Article 30

*Renvoi de questions de droit à la cour*

(1) Toute question de droit soulevée au cours d'une procédure devant le tribunal peut, à la demande de l'une quelconque des parties à cette procédure, être renvoyée, par le tribunal, à la cour, aux fins de décision, soit avant, soit après que le tribunal ait rendu sa décision dans ladite procédure.

Toutefois, une question ne sera pas renvoyée à la cour en vertu du présent paragraphe comme suite à une requête présentée après la date à laquelle le tribunal aura rendu sa décision, à moins que la requête ne soit présentée avant la fin de telle période qui peut être prescrite par les règlements édictés en vertu de la quatrième annexe de la présente loi.

(2) Si le tribunal, après avoir rendu sa décision dans une procédure, rejette toute requête de ce genre visant à renvoyer une question à la cour, la partie qui a présenté cette requête peut, dans les limites de la période prescrite par le règlement de la cour, demander à celle-ci de prendre une ordonnance enjoignant au tribunal de renvoyer la question à la cour.

(3) Dans le cas où une question est renvoyée à la cour, en vertu du présent article, en ce qui concerne une procédure engagée devant le tribunal, et pour une demande formulée en vertu du paragraphe précédent en ce qui concerne une telle procédure, chacune des parties à la procédure engagée devant le tribunal aura le droit de comparaître et d'être entendue.

(4) Lorsque, après que le tribunal aura rendu sa décision dans une procédure, le tribunal renvoie à la cour, en vertu du présent article, une question de droit qui a été soulevée durant la procédure, et que la cour décide que cette question a été tranchée de façon erronée par le tribunal,

a) le tribunal, s'il estime nécessaire d'agir ainsi, afin de donner effet à la décision de la cour, fournira aux parties à la procédure une nouvelle occasion de présenter respectivement leur cas;

b) de toute manière, le tribunal examinera à nouveau la question en litige, conformément à la décision de la cour;

c) si, lors de ce nouvel examen, il apparaît au tribunal qu'il y a lieu d'agir ainsi, celui-ci prendra une ordonnance rapportant ou modifiant toute ordonnance antérieurement prise par lui au cours des débats, ou, dans le cas d'une procédure engagée en vertu de l'article 27 de la présente loi, au sujet de laquelle le tribunal a refusé de prendre une ordonnance, celui-ci pourra prendre, en vertu dudit article, telle ordonnance qu'il jugera appropriée après ce nouvel examen.

(5) Toutes les fois que le tribunal renverra une question à la cour en vertu du présent article, il lui présentera, pour son avis, un exposé de l'affaire; et, en pareil cas, la décision de la cour sera sans appel.

(6) Dans le présent article, le terme « la cour »,

a) en ce qui concerne toute procédure engagée devant le tribunal en Angleterre ou au Pays de Galles, ou en Irlande du Nord, s'entend de la Haute Cour (*High Court*); et

b) en ce qui concerne toute procédure engagée devant le tribunal en Ecosse, s'entend de la *Court of Session*.

## TITRE V

## Extension ou restriction de l'application de la loi

*Liste des articles*

31. Extension de la loi à l'Île de Man, aux Îles anglo-normandes, aux colonies et dépendances.
32. Application de la loi aux pays auxquels elle ne s'étend pas.
33. Dispositions concernant les Organisations internationales.
34. Extension de l'application des dispositions concernant les radioémissions.
35. Refus d'accorder un *copyright* aux ressortissants de pays qui n'assurent pas aux œuvres britanniques une protection adéquate.

## Article 31

*Extension de la loi à l'Île de Man, aux Îles anglo-normandes, aux colonies et dépendances*

(1) Sa Majesté pourra, par une ordonnance en Conseil, prescrire que l'une quelconque des dispositions de la présente loi spécifiée dans ladite ordonnance (y compris toutes dispositions alors en vigueur et amendant ou remplaçant ces dispositions) sera, sous réserve, éventuellement, de telles exceptions et modifications qui pourront être spécifiées dans ladite ordonnance, étendue à

- a) l'Île de Man;
- b) l'une quelconque des Îles anglo-normandes;
- c) une colonie quelconque;
- d) tout pays, en dehors des territoires (*dominions*) de Sa Majesté, sur lequel Sa Majesté exerce alors sa juridiction;
- e) et tout pays formé en partie d'une ou de plusieurs colonies et, en partie, d'un ou de plusieurs des pays mentionnés à l'alinéa précédent.

(2) Les pouvoirs conférés par le paragraphe précédent pourront être exercés en ce qui concerne toute ordonnance en Conseil édictée en vertu des dispositions suivantes du présent titre de la présente loi, de même que ces pouvoirs peuvent être exercés, en vertu dudit paragraphe, pour ce qui concerne les dispositions de la présente loi.

(3) Le corps législatif de tout pays auquel auront été étendues des dispositions quelconques de la présente loi peut procéder à des modifications ou adjonctions auxdites dispositions, en vue de leur application en tant que partie de la législation de ce pays, de la manière que ce corps législatif estimera nécessaire pour adapter lesdites dispositions aux conditions de ce pays.

Toutefois, aucune modification ou adjonction de ce genre, sauf en ce qui concerne la procédure et les voies de recours, ne sera faite de manière à s'appliquer à une œuvre ou à un autre objet sur lesquels un *copyright* peut exister, à moins que,

- a) dans le cas d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, l'auteur de l'œuvre, ou, dans le cas d'un enregistrement sonore ou d'un film cinématographique, la personne qui a fait l'enregistrement ou le film, n'aient été domiciliés ou n'aient résidé dans ce pays, soit au moment où, soit pendant la période durant laquelle,



l'œuvre, l'enregistrement ou le film ont été faits, ou à moins que,

- b) dans le cas d'une édition publiée d'une œuvre littéraire, dramatique ou musicale, l'éditeur de l'édition n'ait été domicilié ou n'ait résidé dans ce pays à l'époque de la première publication, ou à moins que,
- c) dans le cas d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, ou d'un enregistrement sonore, ou d'un film cinématographique ou d'une édition publiée, la première publication n'ait eu lieu dans ce pays, ou à moins que,
- d) dans le cas d'une radioémission télévisuelle ou d'une radioémission sonore, cette émission n'ait été faite à partir d'un lieu situé dans ce pays.

(4) Aux fins de toute action judiciaire engagée en vertu de la présente loi, dans le Royaume-Uni, lorsque ladite action a trait à un acte accompli dans un pays auquel s'étendent des dispositions quelconques de la présente loi, sous réserve d'exceptions, de modifications ou d'adjonctions,

- a) la procédure applicable à cette action, notamment le délai dans lequel elle peut être engagée, et les réparations qui peuvent être accordées, seront conformes à la présente loi, appliquée en tant que partie intégrante de la législation du Royaume-Uni, mais,
- b) si l'acte en question ne constitue pas une violation du *copyright* en vertu de la présente loi, appliquée en tant que partie intégrante de la législation du pays où ledit acte a été accompli, il sera considéré (nonobstant toute disposition contenue dans la présente loi) comme ne constituant pas une violation du *copyright* en vertu de la présente loi appliquée en tant que partie intégrante de la législation du Royaume-Uni.

#### Article 32

##### *Application de la loi aux pays auxquels elle ne s'étend pas*

(1) Sa Majesté pourra, par une ordonnance en Conseil, prévoir l'application de l'une quelconque des dispositions de la présente loi, spécifiée par ladite ordonnance, dans le cas d'un pays auquel ces dispositions ne s'étendent pas, et suivant l'une ou plusieurs des modalités ci-après, c'est-à-dire de façon à obtenir que lesdites dispositions

- a) s'appliquent, en ce qui concerne les œuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques, les enregistrements sonores, les films cinématographiques ou les éditions publiés pour la première fois dans ce pays, de la même manière qu'elles s'appliquent aux œuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques, aux enregistrements sonores, aux films cinématographiques ou aux éditions publiés pour la première fois dans le Royaume-Uni;
- b) s'appliquent, en ce qui concerne les personnes qui, à un moment donné, sont citoyens ou sujets de ce pays, de la même manière qu'elles s'appliquent aux personnes qui, à un tel moment, sont sujets britanniques;
- c) s'appliquent, en ce qui concerne les personnes qui, à un moment donné, sont domiciliées ou résident dans ce pays, de la même manière qu'elles s'appliquent aux per-

sonnes qui, à un tel moment, sont domiciliées ou résident dans le Royaume-Uni;

- d) s'appliquent, en ce qui concerne les organismes ou sociétés constitués en vertu des lois de ce pays, de la même manière qu'elles s'appliquent aux sociétés ou organismes constitués en vertu des lois d'une partie quelconque du Royaume-Uni;
- e) s'appliquent, en ce qui concerne les radioémissions télévisuelles et les radioémissions sonores faites à partir de lieux situés dans ce pays, par une ou plusieurs organisations constituées dans ce pays ou en vertu des lois de ce pays, de la même manière qu'elles s'appliquent aux radioémissions télévisuelles et aux radioémissions sonores faites, à partir de lieux situés dans le Royaume-Uni, par la Corporation ou par l'Autorité.

(2) Une ordonnance en Conseil édictée en vertu du présent article

- a) pourra prévoir l'application des dispositions en question, telles qu'elles sont mentionnées dans le paragraphe précédent, mais sous réserve des exceptions ou modifications spécifiées dans ladite ordonnance;
- b) pourra prescrire que les dispositions en question seront ainsi applicables, soit d'une manière générale, soit par rapport à telles catégories d'œuvres ou autres catégories de cas qui pourront être spécifiées dans l'ordonnance en question.

(3) Sa Majesté n'édicterait pas, en vertu du présent article, d'ordonnance en Conseil appliquant l'une quelconque des dispositions de la présente loi, dans le cas d'un pays autre qu'un pays qui est partie à une convention sur le *copyright* à laquelle le Royaume-Uni est également partie, à moins que Sa Majesté ne soit assurée, en ce qui concerne la catégorie d'œuvres ou d'autres objets à laquelle ont trait ces dispositions, que des mesures ont été ou seront prises, en vertu des lois de ce pays, pour assurer une protection adéquate aux titulaires de *copyright* dont il est question dans la présente loi.

#### Article 33

##### *Dispositions concernant les Organisations internationales*

(1) Lorsque Sa Majesté constatera qu'une ou plusieurs Puissances souveraines, ou le gouvernement ou les gouvernements de ces Puissances, sont membres d'une Organisation et qu'il conviendrait que les dispositions du présent article soient applicables à cette Organisation, Sa Majesté pourra, par une ordonnance en Conseil, déclarer que l'Organisation en question est l'une de celles auxquelles s'applique le présent article.

(2) Lorsqu'une œuvre originale littéraire, dramatique, musicale ou artistique est faite par une Organisation, ou sous la direction ou le contrôle d'une Organisation à laquelle s'applique le présent article, dans des circonstances telles que

- a) un *copyright* n'existerait pas sur cette œuvre, en dehors du présent paragraphe, mais que,
- b) si l'auteur de l'œuvre avait été un sujet britannique au moment où cette œuvre a été faite, un *copyright* aurait existé sur cette œuvre immédiatement après qu'elle a été faite, et aurait alors été dévolu à l'Organisation,

un *copyright* existera sur cette œuvre comme si l'auteur avait été sujet britannique lorsqu'elle a été faite; ce *copyright* continuera d'exister aussi longtemps que l'œuvre ne sera pas publiée, et l'Organisation, sous réserve des dispositions de la présente loi, aura droit à ce *copyright*.

(3) Lorsqu'une œuvre originale littéraire, dramatique, musicale ou artistique est publiée pour la première fois par une Organisation, ou sous la direction ou le contrôle d'une Organisation, à laquelle s'applique le présent article, dans des circonstances telles que, en dehors du présent paragraphe, un *copyright* n'existe pas sur cette œuvre immédiatement après la première publication de celle-ci et que

- a) l'œuvre est ainsi publiée en exécution d'un accord avec l'auteur qui ne réserve pas à l'auteur le *copyright* éventuel sur cette œuvre, ou que
- b) l'œuvre a été faite dans des circonstances telles que, si elle avait été publiée pour la première fois dans le Royaume-Uni, l'Organisation aurait eu droit au *copyright* sur cette œuvre,

un *copyright* existera sur cette œuvre (ou, si un *copyright* sur cette œuvre existait immédiatement avant sa première publication, continuera d'exister) comme si cette œuvre avait été publiée pour la première fois dans le Royaume-Uni; ce *copyright* existera jusqu'à la fin d'une période de cinquante ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'œuvre a été publiée pour la première fois, et l'Organisation, sous réserve des dispositions du titre VI de la présente loi, aura droit à ce *copyright*.

(4) Les dispositions du titre I de la présente loi, à l'exception des dispositions ayant trait à l'existence, à la durée ou à la propriété du *copyright*, s'appliqueront au *copyright* existant en vertu du présent article, de la même manière qu'elles s'appliquent au *copyright* existant en vertu dudit titre I.

(5) Une Organisation à laquelle s'applique le présent article et qui, autrement, n'a pas — ou, à un moment quelconque, autrement, n'avait pas — la capacité juridique d'une personne morale, possédera, et sera considérée, à tout moment, comme ayant possédé, la capacité juridique d'une personne morale pour détenir, négocier et faire valoir un *copyright* ainsi que pour exercer tous recours légaux en matière de *copyright*.

#### Article 34

##### *Extension de l'application des dispositions concernant les radioémissions*

(1) Sa Majesté pourra, par une ordonnance en Conseil, prescrire que, sous réserve de telles exceptions et modifications qui pourront éventuellement être spécifiées dans cette ordonnance, les dispositions de la présente loi, relatives aux radioémissions télévisuelles ou aux radioémissions sonores, qui pourront être ainsi spécifiées, seront applicables en ce qui concerne l'utilisation d'appareils de télégraphie sans fil au moyen de l'émission (par opposition à la réception) d'énergie électro-magnétique

- a) par telles personnes ou catégories de personnes, autres que la Corporation et l'Autorité, qui pourront être spécifiées dans ladite ordonnance, et

- b) pour telles fins (comportant ou non une radiodiffusion) qui pourront être ainsi spécifiées, de la même manière qu'elles sont applicables en ce qui concerne les radioémissions télévisuelles ou, suivant le cas, les radioémissions sonores, faites par la Corporation et par l'Autorité.

#### Article 35

##### *Refus d'accorder un copyright aux ressortissants de pays qui n'assurent pas aux œuvres britanniques une protection adéquate*

(1) Si Sa Majesté constate que la législation d'un pays n'assure pas une protection adéquate aux œuvres britanniques auxquelles s'applique le présent article, ou n'assure pas une telle protection dans le cas d'une ou plusieurs catégories de ces œuvres (que l'insuffisance de protection ait trait à la nature de l'œuvre, au pays de son auteur, ou à ces deux facteurs), Sa Majesté peut, dans une ordonnance en Conseil désignant ce pays, prendre à ce sujet l'une quelconque des dispositions mentionnées dans la suite du présent article.

(2) Une ordonnance en Conseil prise en vertu du présent article prévoira que, d'une façon générale ou dans certaines catégories de cas spécifiés par ladite ordonnance, un *copyright* n'existera pas, en vertu de la présente loi, sur des œuvres, auxquelles s'applique le présent article, qui ont été publiées pour la première fois après une date spécifiée dans ladite ordonnance, si, au moment de leur première publication, les auteurs de ces œuvres étaient

- a) citoyens ou sujets du pays désigné dans l'ordonnance, et n'étaient pas, à l'époque, des personnes domiciliées ou résidant dans le Royaume-Uni ou dans un autre pays auquel s'applique la disposition pertinente de la présente loi, ou
- b) des organismes constitués en vertu de la législation du pays désigné dans l'ordonnance.

(3) En prenant une ordonnance en Conseil en vertu du présent article, Sa Majesté tiendra compte de la nature et de l'étendue de l'insuffisance quant à la protection concernant les œuvres britanniques, qui aura motivé ladite ordonnance.

(4) Le présent article s'applique aux œuvres suivantes: œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques, enregistrements sonores et films cinématographiques.

(5) Dans le présent article,

« œuvre britannique » s'entend d'une œuvre dont l'auteur, à l'époque où l'œuvre a été faite, était une personne qualifiée aux fins de la disposition pertinente de la présente loi;

« auteur », au sujet d'un enregistrement sonore ou d'un film cinématographique, s'entend de la personne qui a fait l'enregistrement ou le film;

« la disposition pertinente de la présente loi » — en ce qui concerne les œuvres littéraires, dramatiques et musicales, se rapporte à l'article 2 — en ce qui concerne les œuvres artistiques, à l'article 3 — en ce qui concerne les enregistrements sonores, à l'article 12 — et en ce qui concerne les films cinématographiques, à l'article 13 de la présente loi.

(A suivre)



## PARTIE NON OFFICIELLE

### Études générales

#### La nouvelle loi britannique sur le droit d'auteur<sup>1)</sup>

(Première partie)

En juin et juillet dernier, ce fut pour nous un honneur de commenter, dans cette revue, le projet de loi britannique sur le *copyright*, tel que la Chambre des Lords l'avait alors transmis à la Chambre des Communes; et, maintenant, répondant à une aimable invitation du *Droit d'Auteur*, l'occasion nous est donnée de compléter notre premier commentaire en examinant ce projet de loi dans la forme définitive sous laquelle il a été adopté par le Parlement et deviendra loi lorsque le *Board of Trade* en aura fixé la date<sup>2)</sup>.

Si les principes essentiels du projet de loi sont restés les mêmes (sauf en ce qui concerne les services de diffusion), de nombreux points de détail, parfois importants, ont été modifiés. Les auteurs ont remporté des succès et, il faut le reconnaître, ont aussi subi quelques revers. Néanmoins, le projet de loi, en sa forme définitive, constitue, du point de vue de l'auteur, un instrument infiniment plus satisfaisant que le projet initial; parmi les centaines d'amendements adoptés, aucun, pour autant qu'il nous en souvienne, n'est nettement défavorable aux auteurs, et un très grand nombre de ces amendements se sont inspirés directement des représentations faites au nom des auteurs. Aussi estimons-nous qu'il convient de rendre hommage à la conscience avec laquelle beaucoup de membres des deux Chambres du Parlement ont accompli leur tâche, et de souligner l'accueil souvent favorable que les autorités ont réservé aux observations formulées par les auteurs.

Prenant la parole à la Chambre des Lords, le Comte Jowitt, ancien Lord Chancelier, et l'un des plus éminents juristes de notre temps, a dit: « Les auteurs et les compositeurs nous ont apporté bien des choses qui rendent la vie digne d'être vécue, et je pense que nous devons veiller soigneusement à ne pas restreindre leurs droits plus qu'il ne faut ». Ces mots traduisent l'attitude, à l'égard du projet de loi, de nombreux parlementaires qui ont pris une part active aux débats, et, probablement, même de tous les parlementaires lorsque leur opinion n'était pas influencée par des intérêts particuliers. Les critiques assez nombreuses que nous pouvons encore adresser à la loi proviennent de l'absence de tout principe nettement discernable ainsi que d'une tendance, souvent erronée, selon nous, à considérer que l'intérêt public est en conflit avec le droit de l'auteur, et à sacrifier celui-ci.

Dans le présent article, nous examinerons les adjonctions et les amendements les plus importants qui ont été apportés à la loi depuis que nous avons formulé nos précédentes observations. Sans revenir sur ces observations plus qu'il n'est nécessaire pour la cohérence de l'exposé, nous nous fixerons

généralement comme objectif principal de présenter une étude d'ensemble assez compréhensive et des commentaires sur le système juridique qui régira le droit d'auteur dans les territoires auxquels s'applique la loi. A l'exception de la question des services de diffusion, qui, en raison de sa nouveauté et du rôle de premier plan qu'elle a joué lors de la discussion du projet, demande à être traitée de façon plus approfondie, notre objectif exclut toute analyse détaillée de problèmes particuliers.

Une critique d'ordre général, mais que nous estimons justifiée, encore qu'elle soit d'importance secondaire, est que la loi n'est pas très logique dans sa présentation. Par exemple, alors que la signification du terme « publication », par rapport aux enregistrements et aux films sonores, est définie dans les articles portant création d'un *copyright* sur lesdites productions (art. 12 et 13, respectivement, qui rentrent dans le titre II de la loi), le terme « publication », par rapport aux œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques, est défini, non pas dans les articles portant création d'un *copyright* sur ces œuvres, articles qui figurent dans le titre I de la loi, mais à l'article 49, figurant dans le titre VI, lequel a trait aux « dispositions diverses et dispositions supplémentaires ».

De même, l'article 48 renferme la plupart des définitions (manuscrit, représentation ou exécution, enregistrement, etc.), mais de nombreuses définitions doivent être cherchées ailleurs, par exemple celle de l'« enregistrement sonore », qui figure à l'article 12 (9).

Nous pensons que ces illogismes apparents pourraient probablement se justifier pour diverses raisons, mais cela ne facilitera pas la tâche de ceux qui trouvent malaisé de s'orienter dans cette très longue loi, qui, avec ses annexes, compte 92 pages.

La rédaction n'est pas toujours facile à suivre, même en seconde lecture, mais il se peut qu'en éliminant une grande partie des obscurités qui ont toujours entouré la législation sur le *copyright*, cette phraséologie compliquée trouve, en fin de compte, sa justification.

#### Durée de la protection

Comme nous l'avons mentionné dans notre précédent article, tandis que l'œuvre d'un auteur devait être protégée pendant la durée de la vie de l'auteur et, ensuite, jusqu'à l'expiration d'une période de cinquante ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'auteur était décédé, le *copyright* afférent à une photographie devait avoir une durée de vingt-cinq ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle la photographie était publiée pour la première fois, le *copyright* afférent à un enregistrement sonore une durée de vingt-cinq ans à partir de la fin de l'année civile au cours de laquelle ledit enregistrement était publié pour la première fois, le *copyright* afférent à un film une durée de cinquante ans à compter d'un point de départ diversement calculé, et le *copyright* afférent aux radioémissions télévisuelles ou sonores une durée de vingt-cinq ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle la radiodiffusion était faite pour la première fois.

<sup>1)</sup> Traduit de l'anglais et revu par l'auteur.

<sup>2)</sup> Au moment où nous écrivons cet article, la date d'entrée en vigueur de la loi n'a pas encore été annoncée.

Cette situation a fait l'objet de critiques au nom des divers intérêts en présence et de la part de ceux qui considéraient qu'il était plus important de fixer une période de protection raisonnablement uniforme que de calculer minutieusement la durée la mieux appropriée à chaque cas; et des amendements ont maintenant porté la durée de protection, pour chaque objet, à une période de cinquante ans, calculée comme précédemment (les émissions sonores ou les émissions télévisuelles qui constituent une répétition d'émissions antérieures ne feront l'objet d'un *copyright* que si elles sont faites avant l'expiration d'une période de cinquante ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle a été faite l'émission antérieure). Il existera, toutefois, encore une exception à la règle générale selon laquelle la période de protection est de cinquante ans (plus, dans le cas d'un auteur, la durée de sa vie) en ce sens que la loi accorde aux éditeurs un *copyright* nouveau sur les éditions d'œuvres littéraires, dramatiques et musicales, pour une période de vingt-cinq ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'édition est publiée pour la première fois. Nous reparlerons plus en détail de ce nouveau *copyright*, dans la suite de nos observations.

#### Oeuvres faites sur commande et œuvres produites en vertu d'un contrat de services

L'un des plus grands succès remporté par les auteurs concerne le *copyright* afférent aux œuvres faites sur commande. Le projet de loi, révisé à la Chambre des Lords (la rédaction initiale était bien moins favorable à l'auteur), prévoyait — au sujet de toute œuvre littéraire, dramatique ou artistique destinée à être publiée dans un journal, une revue ou un périodique analogue, en vertu d'un contrat spécifiant expressément la production de ladite œuvre à cette fin (œuvre faite sur commande) — que le *copyright* afférent à l'œuvre en question (sous réserve d'un accord à fin contraire) devait échoir à la personne qui avait commandé ladite œuvre, dans la mesure où le *copyright* avait trait à la publication de celle-ci dans un journal, une revue ou un périodique analogue, ou à la reproduction de l'œuvre aux fins d'une telle publication. Cette disposition constituait non seulement une atteinte au droit de l'auteur sur la propriété initiale du *copyright* afférent à son œuvre, mais aussi un abaissement du niveau de la protection accordée par la loi de 1911. Les démarches très pressantes effectuées au sujet de cette disposition ont heureusement abouti à l'élimination complète de celle-ci dans la loi, de sorte que, pour les œuvres faites sur commande, la situation est actuellement la même que sous le régime de 1911, c'est-à-dire que l'auteur est toujours le premier titulaire du *copyright* afférent à son œuvre, sauf dans le cas de photographies, de peintures ou de dessins d'un portrait, et de gravures, faits sur commande contre rémunération, auquel cas le *copyright*, sauf accord à fin contraire, échoit à la personne qui a commandé l'œuvre.

On peut mesurer l'étendue du succès remporté par les auteurs si l'on considère que c'est là le résultat auquel a abouti une recommandation initiale du Comité du *Copyright*, en 1951, recommandation qui tendait à ce que le *copyright* afférent à toutes les œuvres de toutes catégories faites sur

commande dût échoir automatiquement à la personne commandant l'œuvre, sauf accord à fin contraire.

La situation des auteurs employés en vertu d'un contrat de services se trouve légèrement améliorée par rapport à celle qui découlait de la loi de 1911: en effet, bien que le *copyright* afférent à leur œuvre, faite en vertu d'un tel contrat, doive échoir de façon générale (comme dans le cas de la loi de 1911) à l'employeur (sous réserve d'un accord à fin contraire), le *copyright* afférent à une œuvre ainsi faite en vue de sa publication dans un journal, une revue ou un périodique analogue sera partagé entre l'employeur et l'employé, le premier possédant le *copyright* pour autant que celui-ci a trait à la publication de l'œuvre dans un journal, une revue ou un périodique analogue, ou à la reproduction aux fins d'une telle publication, et le second conservant le *copyright* à toutes autres fins.

Des restrictions quant à la publication, dans plusieurs journaux, d'articles écrits en vertu d'un contrat de services ont été préconisées avec insistance dans les deux Chambres du Parlement, mais, bien que les journalistes soient fortement représentés parmi nos législateurs, les auteurs n'ont pas eu gain de cause sur ce point.

#### Services de diffusion

Les lecteurs de notre précédent article se rappelleront peut-être que nous avons examiné très attentivement les problèmes que posent les services de relais en matière de radiodiffusion (pour la désignation desquels on emploie maintenant le terme de « services de diffusion »). La question de savoir dans quelle mesure les services de diffusion devaient être soumis à la loi s'est révélée comme étant celle qui, de beaucoup, a été la plus controversée lors des débats sur le projet de loi, et elle a suscité maintes opinions opposées qui ont été défendues par leurs protagonistes, avec la plus grande conviction, dans les deux Chambres du Parlement. Il sera donc intéressant d'examiner assez en détail ce point très discuté. Ce faisant, nous serons nécessairement amenés à répéter, mais uniquement pour plus de clarté et pour être plus complet, certaines des observations qui figurent dans notre précédent article.

Nous tenons, cependant, à souligner tout particulièrement que les indications qui suivent visent seulement à exposer les faits controversés et ne prétendent pas donner le point de vue officiel des organisations auxquelles nous avons l'honneur d'être associé, non plus que notre propre opinion, ni celle de toute autre personne qui se trouve en rapports avec ces organisations.

Les services de diffusion sont définis comme suit dans la loi<sup>1</sup>):

« un service de distribution de programmes radiodiffusés, ou d'autres programmes (fournis par la personne qui assure ce service ou par d'autres personnes), par fil ou par d'autres moyens utilisant une substance matérielle, jusqu'aux locaux des abonnés au service ».

*Tous les services de diffusion du Royaume-Uni fonctionnent indépendamment de la B. B. C. et des contractants assu-*

<sup>1</sup> Cf. art. 48, par. 3. (Réd.)

rant les diffusions de l'I. T. A., et sont des entreprises commerciales privées. Ils comptent plus d'un million d'abonnés.

Aucun problème ne se pose au sujet des programmes créés par les services de diffusion, car la diffusion de tels programmes constitue, sans aucun doute, un acte limité par le *copyright*. Le problème se pose uniquement en ce qui concerne la diffusion, par fil, de programmes de radiophonie et de télévision. (Remarquons incidemment que les services de diffusion du Royaume-Uni ne sont pas actuellement autorisés par le *Postmaster General* à créer leurs propres programmes.)

Les tribunaux britanniques n'ont rendu aucun jugement concluant expressément que le fonctionnement d'un service de diffusion constitue une représentation ou exécution publiques, mais l'on peut nettement déduire de certaines décisions judiciaires portant sur des questions connexes que ce genre d'opérations équivaut effectivement à une représentation ou exécution publiques, et depuis longtemps les services de diffusion ont obtenu une licence de la P. R. S. à Malte, où la loi britannique sur le *copyright* est applicable et où il n'existe pas de station locale de radioémission, en sorte que c'est par un service de diffusion que les habitants de l'île reçoivent habituellement les programmes de radiodiffusion.

La P. R. S. a recueilli plus d'une fois des avis juridiques selon lesquels les services de diffusion sont assujettis à la loi de 1911; cependant, on doit remarquer que l'argumentation en faveur de l'exemption des services de diffusion a fait l'objet d'une lutte tenace dans les deux Chambres du Parlement, en se fondant sur ce que les services de diffusion ne tombent pas sous le coup de ladite loi.

Le projet de loi sur le *copyright* considérait la radiodiffusion (dont il n'est naturellement pas fait mention dans la loi de 1911, mais qui rentre dans celle-ci sous la dénomination de « représentation ou exécution publiques ») comme l'un des actes limités par le *copyright*. Le texte initial stipulait, toutefois, que le fonctionnement d'un service de diffusion (dans le sens auquel se réfère le présent exposé) ne constituait pas une représentation ou exécution et, étant donné que le fonctionnement d'un tel service n'entraîne pas dans la définition du terme « radiodiffusion » que donnait le projet, les services de diffusion échappaient à l'application du projet de loi sur le *copyright*. Selon le point de vue initial du Gouvernement, le fonctionnement d'un service de diffusion ne constituait donc qu'un aspect technique accessoire de la radiodiffusion elle-même et tout recours, de la part de l'auteur, devait, par conséquent, être toujours dirigé contre les organismes de radiodiffusion.

En fait, cependant, la P. R. S. n'a jamais exigé des services de diffusion du Royaume-Uni qu'ils acquittent un droit de représentation ou d'exécution, pour la raison que la B. B. C. a toujours effectué ses versements à la P. R. S. sur la base du nombre d'autorisations délivrées par le *Postmaster General* aux personnes possédant des postes de radioréception et que ce nombre comprend les personnes qui s'abonnent aux services de diffusion au lieu de recevoir directement les émissions de la B. B. C. ou de l'I. T. A. Les titulaires de droits sur des œuvres littéraires et dramatiques ont également admis que cet arrangement était satisfaisant.

Il convient, toutefois, de souligner que la P. R. S. a exigé des services de diffusion le paiement d'une redevance dans les secteurs relevant de son administration où il n'existe pas d'organisme émetteur de radiodiffusion auquel on puisse avoir recours.

Étant donné l'exemption (proposée quant au domaine des actes limités par le *copyright*), dans le texte initial du projet de loi, en faveur des services de diffusion, des démarches ont été faites, auprès du Gouvernement, par la P. R. S. qui a invoqué trois raisons principales:

- 1° l'exemption proposée était incompatible avec les articles 11 (1) (ii) et 11<sup>bis</sup> (1) (ii) du texte de Bruxelles de la Convention de Berne révisée;
- 2° l'exemption que l'on proposait d'accorder aux services de diffusion laisserait l'auteur sans recours lorsque son œuvre serait diffusée par lesdits services dans des lieux tel que Malte, auxquels la nouvelle loi serait sans doute rendue applicable;
- 3° l'auteur n'aurait aucun recours dans le cas où le service de diffusion relayerait une radioémission étrangère comprenant son œuvre.

C'est vraisemblablement à la suite de ces démarches que le Gouvernement introduisit dans le projet de loi une nouvelle disposition [art. 2 (5) (e)] faisant de l'acte de « faire transmettre l'œuvre (c'est-à-dire une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique ou un film) aux abonnés d'un service de diffusion » un acte limité par le *copyright*, sous réserve, toutefois, qu'un tel acte

- a) ne violerait pas le *copyright* (éventuel) afférent à une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, ou à un film, si le *copyright* appartenait à la B. B. C. ou à l'I. T. A., ou à une personne tenant son titre de ces organisations;
- b) ne violerait pas le *copyright* (éventuel) afférent à une œuvre du genre de celles mentionnées ci-dessus, ou à un film, dont la radiodiffusion par la B. B. C. ou par l'I. T. A. aurait été autorisée par le titulaire du droit de radiodiffusion afférent à cette œuvre ou à ce film.

En même temps, le *Performing Right Tribunal* se voyait accorder la possibilité d'exempter les services de diffusion du paiement d'une redevance de *copyright* en ce qui concernait la diffusion d'un programme radiodiffusé à partir d'un lieu situé hors du Royaume-Uni par une organisation autre que la B. B. C. ou l'I. T. A., si toutefois l'organisation émettrice en question était tenue de payer une redevance de radiodiffusion à la personne ou à l'organisme qui, d'après la législation pertinente en matière de *copyright*, était en droit d'autoriser cette radioémission, à la condition toutefois que — si le tribunal estimait que la redevance ainsi exigible ne tenait pas compte ou tenait insuffisamment compte du fait que, ensuite de la radiodiffusion de l'œuvre en question, les services de diffusion pourraient transmettre cette œuvre à leurs abonnés — ledit tribunal pourrait autoriser la perception, auprès des services de diffusion, d'une redevance destinée à compenser l'insuffisance de celle qui était perçue auprès de l'organisation radioémettrice.

Les mots « la législation pertinente en matière de *copyright* » étaient ainsi définis: « les lois sur le *copyright* du

pays où est situé le lieu susdit, dans la mesure où ces lois confèrent des droits analogues au *copyright* institué par la présente loi ».

Ces mesures compliquées auraient en pour effet que les titulaires de *copyrights* n'auraient pas pu demander de redevances aux services de diffusion du Royaume-Uni pour la diffusion des programmes de la B. B. C. ou de l'I. T. A. s'ils avaient autorisé ces émissions, et comme, pour les raisons indiquées ci-dessus, ils n'ont jamais exigé de telles redevances, ils n'ont pas élevé de vives objections contre l'amendement présenté à cet égard, mais ils auraient manifestement dû recourir contre la B. B. C. et les contractants de l'I. T. A. en matière de programmes, pour ce qui concernait la diffusion de leurs émissions à Malte, par exemple, au lieu de recourir contre le service local de diffusion — à moins que les dispositions de la loi relatives aux services de diffusion (en supposant qu'elles fussent rendues applicables à Malte, comme c'était le cas pour la loi de 1911) ne fussent modifiées de façon appropriée pour être appliquées à cette île. Toutefois, l'amendement laissait à l'auteur un recours contre les services de diffusion pour la transmission effectuée par ceux-ci de radioémissions étrangères, sous réserve de la décision du *Performing Right Tribunal*.

Il a été déclaré par les porte-parole du Gouvernement que les dispositions que nous venons de résumer étaient expressément destinées à permettre au *Performing Right Tribunal* d'exempter les services de diffusion de toute obligation au sujet de la transmission effectuée par ceux-ci des programmes anglais de Radio-Luxembourg, et le Gouvernement était donc vraisemblablement d'avis que les services de diffusion devraient acquitter une redevance de représentation ou d'exécution pour la diffusion de radioémissions étrangères autres que celles qui sont effectuées dans des circonstances analogues à celles qui s'appliquent à Radio-Luxembourg.

La P. R. S. n'a jamais exigé des services de diffusion du Royaume-Uni qu'ils acquittent une redevance pour diffuser les radioémissions de Radio-Luxembourg, parce qu'elle a estimé qu'elle percevait une redevance couvrant cette diffusion, dans le secteur de son ressort, de la même manière qu'elle percevait une redevance couvrant, dans le même secteur, la diffusion des radioémissions de la B. B. C. En effet, Radio-Luxembourg verse à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) une redevance représentant un pourcentage des recettes de publicité de cette station; étant donné que Radio-Luxembourg oriente ses émissions en langue anglaise directement vers le Royaume-Uni, que, en outre, la presque totalité des recettes publicitaires de Radio-Luxembourg, pour ce qui concerne son service en langue anglaise, provient du Royaume-Uni, et qu'enfin, la P. R. S. reçoit, par l'intermédiaire de la SACEM, une part de ces recettes, la P. R. S. a considéré la transmission, par les services de diffusion, des radioémissions de Radio-Luxembourg comme étant analogue à la transmission, par les services de diffusion, des radioémissions de la B. B. C., c'est-à-dire que les droits d'auteur sont payés sans passer par le service de diffusion, auquel la P. R. S. n'a, par conséquent, pas besoin de s'adresser.

Ces circonstances sont, toutefois, particulières à Radio-Luxembourg, bien qu'elles puissent, naturellement, se présenter aussi ailleurs. La situation est différente lorsque le service de diffusion diffuse une radioémission étrangère pour laquelle un paiement a été effectué à la société d'auteurs locale *sur la base du nombre des auditeurs ou des spectateurs dans le ressort de la société locale*, et la situation serait encore plus différente si la radioémission provenait d'un pays où il n'aurait pas été payé de droits d'auteur en ce qui concerne les œuvres appartenant au répertoire de la Société dans le pays où opéraient les services de diffusion, à cause de l'absence de relations, en matière de *copyright*, entre les deux pays en question. Mais ce problème commence seulement à se poser sous sa forme pratique, car, jusqu'à présent, le seul programme étranger largement transmis dans le Royaume-Uni par les services de diffusion est celui de Radio-Luxembourg.

Toutefois, la situation n'a pas évolué dans le sens des amendements proposés par le Gouvernement, car certains membres de l'opposition (au moment où le projet de loi se trouvait devant un comité permanent de la Chambre des Communes) ont déposé un amendement à l'amendement du Gouvernement, dont le but était d'éviter que les services de diffusion ne soient assujettis à la loi sur le *copyright* en ce qui concerne la diffusion de toute œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, ou d'un film, compris dans une radioémission *quelconque* avec l'autorisation du titulaire du droit de radiodiffusion. Bien que les dispositions citées ci-dessus et définissant la juridiction du Tribunal par rapport aux services de diffusion fussent laissées dans le projet de loi, l'amendement de l'opposition avait pour effet que les services de diffusion n'auraient été assujettis à la loi que dans le cas de la diffusion d'une radioémission provenant d'un pays où les œuvres diffusées ne faisaient pas l'objet d'un *copyright*, tout en étant protégées dans le pays où avait lieu la diffusion.

Cet amendement de l'opposition a été adopté par le Comité.

Contre le bien-fondé, en équité, d'une situation juridique qui n'interdit pas formellement au titulaire du *copyright* de recourir à la fois contre l'organisation de radioémissions et contre le service de diffusion qui transmet lesdites radioémissions, on a fait valoir, entre autres, qu'une telle situation donne au titulaire du *copyright* la possibilité de demander une redevance à deux personnes à la fois, pour une seule représentation ou exécution, car les abonnés du service de diffusion, comme les auditeurs ou spectateurs recevant directement les émissions, sont tenus d'acquitter une taxe gouvernementale pour être autorisés à installer un poste récepteur de T. S. F. Or, ce sont les personnes acquittant cette taxe qui sont considérées comme constituant le public des organisations émettrices de radiodiffusion. Nous avons indiqué, toutefois, que cette double redevance n'a pas été exigée aux termes de la loi de 1911 qui, cependant, en laissait, selon nous, la possibilité, et dans l'avenir le *Performing Right Tribunal* créé par la loi constituera une sauvegarde contre tout abus théoriquement possible. Il convient, en outre, de se demander si la possibilité, même théorique, d'une double rede-

vance est admissible, car, en versant une redevance sur la base d'un public comprenant précisément les abonnés des services de diffusion, l'organisation radioémettrice reconnaît, en fait, les services de diffusion comme des auxiliaires en ce qui concerne la distribution de ses radioémissions au public que ces services sont destinés à atteindre. Les responsabilités des organisations radioémettrices et du service de diffusion se trouvent ainsi confondues, les premières supportant la totalité des responsabilités légales et déchargeant ainsi le second de ses propres obligations. Ne serait-ce que pour cette raison, la P. R. S. n'a jamais eu l'intention de percevoir une « double redevance », et les autres titulaires de *copyrights*, dans le Royaume-Uni, ont évidemment adopté la même attitude.

On doit cependant envisager le cas (sans doute purement théorique, étant donné l'institution par la loi du *Performing Right Tribunal*) où les organisations radioémettrices n'accepteraient pas d'obligations en ce qui concerne les abonnés des services de diffusion; c'est ce qui, à notre avis, rendait nécessaire que les services de diffusion ne fussent pas exemptés inconditionnellement de toute obligation en ce qui concerne leur exploitation commerciale des émissions radiodiffusées par les organisations émettrices du Royaume-Uni.

D'autres objections que l'on peut formuler à l'égard de l'exemption en faveur des services de diffusion de toutes les obligations prévues par la loi sur le *copyright* ont trait à l'exploitation étrangère, puisqu'il n'est pas possible de calculer dans quelle mesure les services de diffusion de pays autres que celui d'où part la radioémission diffuseront cette émission. En outre, le titulaire du droit de radiodiffusion dans le pays d'où part l'émission peut ne pas être le titulaire de ce droit dans le pays où a lieu la diffusion.

Contre la thèse selon laquelle les services de diffusion devraient être assujettis à la loi, on a également objecté que les abonnés d'un service de diffusion pourraient être ainsi placés dans une position désavantageuse par rapport aux personnes qui reçoivent directement les radioémissions, en ce sens que, si les frais d'exploitation des services de diffusion comportent une redevance due à l'auteur, cette redevance peut être mise à la charge des abonnés, tandis que les personnes qui reçoivent directement les radioémissions — que celles-ci soient nationales ou étrangères — ne sont pas atteintes de la même manière, parce qu'elles n'acquittent qu'une taxe gouvernementale, dont les abonnés des services de diffusion sont également redevables.

Étant donné, toutefois, qu'il n'a pas été proposé que les services de diffusion paient des droits d'auteur en ce qui concerne les radioémissions nationales qu'elles diffusent, cet argument n'est valable que pour les radioémissions étrangères, et il ne nous paraît pas défendable, bien qu'il soit évidemment exact que, si l'auteur recourt contre les services de diffusion en ce qui concerne la transmission qu'ils opèrent des radioémissions étrangères, la redevance que ces services perçoivent auprès de leurs clients pourrait être augmentée dans une proportion négligeable, alors que l'auditeur recevant directement les émissions ne s'en trouverait pas affecté.

Dans le Royaume-Uni, ni les abonnés des services de diffusion, ni les auditeurs ou téléspectateurs recevant directement les émissions ne versent de redevance à l'auteur, mais

tous paient une taxe (la même dans chaque cas) au Gouvernement. Dans les deux cas, cependant, un auditeur ou un téléspectateur peut encourir une dépense supplémentaire s'il veut recevoir les émissions étrangères aussi bien que les émissions nationales, l'auditeur ou le téléspectateur « direct » en faisant l'achat d'un appareil récepteur de meilleure qualité ou plus sélectif, et l'abonné d'un service de diffusion en acceptant une augmentation minime des frais des services de diffusion, représentant les droits d'auteur.

On pourrait faire valoir que la susdite corrélation entre les modalités selon lesquelles les auditeurs ou téléspectateurs directs et indirects paient pour les programmes supplémentaires qu'ils acquièrent la possibilité de recevoir n'est pas pertinente, parce que, dans l'un des cas, la dépense supplémentaire est encourue pour l'achat d'un appareil et n'a absolument aucun rapport avec les droits d'auteur, tandis que, dans l'autre cas, on pourrait dire qu'une partie de cette dépense supplémentaire est indirectement imputable aux droits d'auteur. Nous estimons, cependant, que l'auditeur ou le téléspectateur n'est pas fondé à considérer les choses de cette façon. Il choisit entre deux services concurrents — celui des fabricants d'appareils radiorécepteurs et celui des services de diffusion — qui, parce qu'ils n'offrent pas des avantages identiques, n'ont pas les mêmes dépenses à assumer.

Les fabricants, en effet, offrent à leurs clients des appareils dont le prix d'achat est relativement élevé, qui ont une durée relativement brève et qui n'assurent pas toujours une réception parfaite, mais qui ont l'avantage de permettre à l'acheteur de recevoir (dans les limites des possibilités de l'appareil) les émissions du monde entier. Les services de diffusion ont l'avantage de ne pas exiger de grandes dépenses initiales, de ne pas occasionner de frais d'entretien et de garantir une réception parfaite dans toutes les zones de réception, mais ils ont l'inconvénient de n'offrir qu'un choix limité de programmes.

La personne qui conclut que, dans son cas, les avantages offerts par les services de diffusion sont supérieurs n'a pas plus le droit de se plaindre qu'on lui demande un supplément (parce que le service de diffusion doit acquitter des droits d'auteur) que la personne qui préfère acheter un appareil radiorécepteur n'a le droit de se plaindre que cet appareil est déraisonnablement compliqué, et par conséquent coûteux, compte tenu du fait que le fabricant de l'appareil peut déjà avoir vendu des appareils très compliqués et très coûteux à l'organisation radioémettrice, afin de permettre au public d'entendre ou de voir ses émissions.

Bien entendu, il ne faudrait pas essayer de pousser cette analogie trop loin, et si elle était contestée, on pourrait répondre que la seule façon exacte de considérer le fonctionnement des services de diffusion est de reconnaître qu'il s'agit là d'exploitants de l'œuvre de l'auteur à titre indépendant et que, s'il en est ainsi, il n'y a aucune raison d'établir une discrimination en leur faveur, parmi tous les autres exploitants de l'œuvre de l'auteur, en les dispensant de l'application des dispositions de la loi sur le *copyright*.

En conclusion, le Gouvernement, qui avait alors admis dans une large mesure le point de vue que lui avait exposé la P. R. S., déposa en troisième lecture, devant la Chambre



des Communes, un autre amendement qui fut adopté par la Chambre. Cet amendement rétablissait, en fait, la situation que l'amendement initial du Gouvernement, mentionné plus haut, visait à instaurer. Les services de diffusion n'auront pas d'obligations à assumer en ce qui concerne la transmission, effectuée par eux, des radioémissions de la B. B. C. ou de l'I. T. A., sous réserve que ces radioémissions soient autorisées par les titulaires des droits de radiodiffusion, mais ils assumeront des obligations en ce qui concerne la transmission, effectuée par eux, de radioémissions d'autres organismes qui sont, dans la pratique, des organismes se trouvant hors du Royaume-Uni. Le Tribunal est toutefois compétent pour exempter les services de diffusion de toutes obligations en ce qui concerne la diffusion, effectuée par eux, de radioémissions étrangères s'il estime que la redevance payée par l'organisation étrangère de radioémission couvre le public des services de diffusion.

Peut-être convient-il de mentionner qu'à plusieurs reprises, tant à la Chambre des Communes qu'à la Chambre des Lords, les porte-parole du Gouvernement ont cité au sujet des services de diffusion l'opinion de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs. Voilà qui montre à la fois toute l'influence de la CISAC et combien le Gouvernement est disposé à écouter les voix autorisées.

Nous avons parlé, ci-dessus, des téléspectateurs aussi bien que des auditeurs, mais, naturellement, nous n'ignorons pas les difficultés techniques qui, à l'heure actuelle, font obstacle à la diffusion, par fil, des programmes de télévision.

Un autre point a donné lieu à discussion lorsque le projet de loi était étudié, en comité, à la Chambre des Communes: il s'agissait de la possibilité, pour les services de diffusion, en vertu des dispositions du projet de loi, de « pomper » les programmes, émis par les contractants de l'I. T. A. en matière de programmes, à partir de l'un des secteurs régionaux où un contractant est autorisé à faire une radioémission vers un secteur où opère un autre contractant. Un tel acte ne violerait pas de *copyright*, car les services de diffusion ont été exemptés par la loi de toute obligation, en matière de *copyright*, pour ce qui est des émissions autorisées par la B. B. C. et par l'I. T. A. Si donc un titulaire de *copyright* dont la pièce est jouée à Londres autorisait le contractant de la région des Midlands à radiodiffuser cette pièce, les services de diffusion pourraient « pomper » cette émission à nouveau vers la région londonienne.

Il a, cependant, été décidé que l'on pouvait régler cette question de façon mieux appropriée que dans la loi sur le *copyright*, en faisant figurer, dans la licence accordée par le *Postmaster General* aux services de diffusion, les conditions nécessaires, sans lesquelles les opérations de ces services seraient illicites.

#### La licence légale (licence-of-right) des organisations de radiodiffusion

En dépit des efforts déployés pour combattre les dispositions accordant aux organisations radioémettrices qui sont autorisées, en vertu d'une cession ou d'une licence, à radiodiffuser une œuvre littéraire, dramatique ou musicale le

droit de reproduire cette œuvre sous la forme d'un enregistrement ou d'un film cinématographique sans l'autorisation du titulaire du *copyright* sur cette œuvre, sous réserve que cette reproduction ne soit pas utilisée à des fins autres qu'une radiodiffusion conformément aux termes de la cession ou de la licence en question, et sous réserve également que la reproduction soit détruite avant l'expiration d'une période de 28 jours commençant le jour où elle a été utilisée pour la première fois pour radiodiffuser l'œuvre, ces dispositions ont été maintenues dans la loi. Elles ont toutefois été modifiées par l'introduction d'une clause stipulant que l'autorisation de radiodiffuser, qui est une condition préalable à la confection d'un « enregistrement éphémère » aux fins de ladite radiodiffusion, doit être une autorisation de radiodiffuser « à partir d'un lieu situé dans le Royaume-Uni ou dans un autre pays auquel s'applique la loi ». La mesure exacte dans laquelle cet amendement répondra à des fins pratiques ne nous apparaît pas nettement. L'intention est claire: il s'agit de retirer aux organisations de radiodiffusion le droit de faire, dans un territoire auquel s'applique la loi, un « enregistrement éphémère » destiné à être utilisé par une organisation autorisée de radiodiffusion en dehors de ce territoire. Selon les intentions du législateur, la personne qui ferait un « enregistrement éphémère » destiné à un tel usage violerait le *copyright*, parce que l'enregistrement doit être destiné à une radioémission faite à partir d'un territoire auquel s'applique la loi. Ainsi, une organisation de radiodiffusion du Continent qui a fait, dans un territoire auquel s'applique la loi, un enregistrement destiné à l'une de ses propres émissions violerait le *copyright*, même si une telle émission était autorisée par le titulaire du droit de radiodiffusion, et même si ce titulaire l'était également du droit de radiodiffusion dans le territoire auquel s'applique la loi. Toutefois, le statut juridique de l'enregistrement en dehors du territoire auquel s'applique la loi serait déterminé par les conditions locales, c'est-à-dire la législation locale et la propriété locale du droit d'enregistrement, et il se pourrait que, dans ces conditions, un enregistrement destiné à être radiodiffusé dans un territoire auquel s'applique la loi fût également licite aux fins d'une radioémission locale. On ne voit pas clairement en quoi, dans ce cas, l'amendement à la loi britannique serait de quelque secours au titulaire du droit d'enregistrement, alors que, si les conditions locales ne donnaient pas un caractère licite à cet enregistrement, le recours du titulaire serait fondé sur la législation locale, et non sur la loi britannique.

Naturellement, si un enregistrement destiné originairement à une radioémission britannique était également utilisé pour une radioémission étrangère, il devrait être détruit dans le délai prescrit de 28 jours à compter de la première radiodiffusion, faute de quoi la confection de cet enregistrement deviendrait illicite.

Peut-être l'effet le plus utile de cet amendement est-il de faire clairement ressortir le point suivant: étant donné que l'intention dans laquelle la confection de l'enregistrement est sanctionnée par la loi doit prendre effet à l'intérieur d'un territoire auquel s'applique la loi, le fait d'envoyer l'enregistrement hors de ce territoire, quel que soit son statut juri-



dique dans le pays de destination, susciterait pour le moins quelque doute quant à la question de savoir si la confection de cet enregistrement était conforme aux conditions prescrites par la loi, et pourrait ainsi empêcher son envoi à l'étranger.

D'autre part, il apparaît qu'un « enregistrement éphémère » pourrait être fait en dehors du territoire auquel s'applique la loi, sous réserve d'être fait en vue d'une radio-émission partant de ce territoire, et sous réserve, également, que la personne procédant à cet enregistrement soit un employé ou un agent de l'organisation qui radiodiffusera l'œuvre, car il n'est pas spécifié que cet enregistrement doive être fait par les propres moyens de la société radioémettrice, comme le prévoit l'article 11<sup>bis</sup> (3) de la Convention de Bruxelles.

Il est regrettable que l'effet désiré (une fois la décision prise dans ce sens) n'ait pas été obtenu par les moyens plus directs dont il est question dans l'article 11<sup>bis</sup> (3) de la Convention de Bruxelles. C'est en effet l'une des caractéristiques de la nouvelle loi que de recourir à des moyens très compliqués pour parvenir aux fins visées.

Il était évidemment nécessaire (ce qui est fait maintenant) de prévoir que l'« enregistrement éphémère » ne peut lui-même être reproduit par l'organisation radioémettrice, pendant la période de 28 jours, sans violer le *copyright*, car, autrement, la reproduction en chaîne d'un « enregistrement éphémère » pour la fin autorisée par l'article pertinent de la loi n'aurait pas constitué une violation du *copyright*.

Ces dispositions ont également été rendues applicables aux services de diffusion, mais elles ne deviendront effectivement applicables à ceux-ci qu'au moment où, éventuellement, les services de diffusion du territoire auquel s'applique la loi créeront leurs propres programmes, ce qui ne leur est actuellement pas permis d'après les clauses des licences qui leur sont accordées par le *Postmaster General*.

#### La licence obligatoire d'enregistrement

L'autorisation légale d'enregistrer des œuvres musicales aux fins de la vente au détail, moyennant l'avis réglementaire et le paiement des redevances réglementaires, autorisation qui prend effet dès que le titulaire du *copyright* a autorisé l'enregistrement de son œuvre, a été maintenue dans la loi, bien que la situation, dans l'industrie de l'enregistrement, soit très différente de ce qu'elle était lorsque les dispositions correspondantes furent insérées dans la loi de 1911. Tant à la Chambre des Lords qu'à la Chambre des Communes, de vigoureuses attaques ont été dirigées contre cette mesure, mais sans succès, car le Gouvernement, bien qu'à notre avis il n'ait pas avancé d'arguments convaincants à l'appui de son attitude, a refusé de céder sur cette question. A vrai dire, les seuls arguments invoqués à l'appui de cette mesure étaient, en premier lieu, que celle-ci faisait partie de la législation sur le *copyright* depuis plus de quarante ans — argument qui nous paraît peu valable à raison des changements signalés plus haut — et, en second lieu, que la politique du Gouvernement était de s'opposer aux monopoles. Ce dernier argument nous apparaît, lui aussi, peu fondé, car, loin d'esti-

mer qu'il était nécessaire de légiférer contre les droits de monopole habituellement accordés aux éditeurs par les titulaires de *copyrights*, le Gouvernement a, sur la recommandation du Comité du *copyright* de 1951, éliminé de la législation la disposition de la loi de 1911 concernant la délivrance, à un moment quelconque après l'expiration d'une période de vingt-cinq ans à compter du décès de l'auteur, d'une licence légale permettant de reproduire une œuvre publiée. On n'a pas non plus fait valoir, à l'appui de la thèse du Gouvernement, que l'absence, dans d'autres pays, de la licence obligatoire d'enregistrement s'était révélée préjudiciable à l'intérêt public.

Dans une dernière tentative visant à influencer la décision du Parlement sur ce point et sur la question de la licence légale (*licence-of-right*) des organisations radioémettrices, il a été déposé à la Chambre des Communes une pétition signée, entre autres, de tous les plus célèbres compositeurs et paroliers du pays, ayant à leur tête Sir Arthur Bliss, Maître de la Musique Royale et Président de la *Performing Right Society*; mais, bien que cette pétition eût trouvé beaucoup d'appuis à la Chambre, elle ne fit pas revenir le Gouvernement sur ses intentions, et les mesures en question furent toutes deux adoptées. Nous doutons, toutefois, que le vote de la Chambre représente exactement l'opinion générale des personnes bien informées, en ce qui concerne tout au moins la licence obligatoire d'enregistrement, car, à propos de cette licence, presque tous les commentaires de personnes désintéressées dont nous avons eu connaissance étaient des critiques.

Toutefois, certains amendements d'ordre pratique relatifs aux dispositions initiales ont été adoptés, quoique les principes fondamentaux soient demeurés inchangés.

En premier lieu, il a été prévu que la procédure de la licence légale n'entre pas en jeu si des enregistrements de l'œuvre n'ont pas été faits antérieurement en vue de la vente au détail dans le Royaume-Uni avec l'autorisation du titulaire du *copyright* pour le Royaume-Uni. Ainsi, le fait que le titulaire du *copyright* pour le Royaume-Uni ait autorisé l'enregistrement de son œuvre en vue de la vente au détail dans un pays étranger ne créera pas automatiquement les conditions nécessaires à la procédure de la licence légale dans le Royaume-Uni.

En second lieu, il a été prévu que, si le titulaire du *copyright*, n'ayant pas autorisé l'enregistrement de son œuvre dans le Royaume-Uni, autorise l'importation dans ce pays, en vue de leur vente au détail, de phonogrammes confectionnés à l'étranger avec son autorisation, dans ce cas, la procédure de la licence légale entrera en jeu dans le Royaume-Uni.

Un troisième amendement vise à supprimer une anomalie qui, autrement, se serait produite, au cours de la procédure de la licence légale en raison du fait que la loi prévoit expressément que l'importation (autrement qu'à des fins privées), dans un territoire auquel s'applique la loi, d'un enregistrement constituera une violation du *copyright* dans le cas où, à la connaissance de l'importateur, cet enregistrement aurait constitué une violation du *copyright* s'il avait été fait dans ledit territoire. Il était donc nécessaire de prévoir que, lorsqu'entre en jeu la procédure de la licence légale, il est

illicite d'importer des enregistrements faits à l'étranger, dont l'importation dans un territoire auquel s'applique la loi n'a pas été autorisée par le titulaire du *copyright*, en arguant que, à la connaissance de l'importateur, la confection de tels enregistrements était autorisée dans le territoire en question. L'article 8 (10) de la loi supprime cette anomalie en prévoyant que la procédure de la licence légale ne sera pas considérée comme autorisant l'importation, dans un territoire auquel s'applique la loi, d'enregistrements qui, autrement, ne pourraient être importés légalement.

La nouvelle loi est un peu plus favorable aux auteurs (peut-être faudrait-il dire « moins défavorable ») que celle de 1911 en ce qui concerne l'enregistrement d'œuvres sous une forme modifiée ou abrégée. La loi de 1911 dispose seulement qu'aucune modification ou omission n'est autorisée, aux termes des dispositions de la licence obligatoire, dans l'œuvre enregistrée, à moins que l'œuvre n'ait été précédemment enregistrée, avec l'autorisation du titulaire du *copyright*, avec les mêmes modifications ou omissions. La nouvelle loi prévoit que la licence obligatoire s'applique aux adaptations aussi bien qu'à l'œuvre originale, sous réserve que ces adaptations soient semblables à celles qui ont été antérieurement enregistrées avec l'autorisation du titulaire du *copyright*, et il est spécifié qu'une adaptation est considérée comme étant « semblable » à une autre si les deux adaptations « ne diffèrent pas substantiellement dans leur façon de rendre l'œuvre, soit en ce qui concerne le style, soit (en dehors de toute différence numérique) en ce qui concerne les exécutants requis pour les exécuter ». En outre, il est prévu dans la nouvelle loi que la licence obligatoire n'est pas applicable à l'enregistrement de l'ensemble d'une œuvre précédemment enregistrée en partie seulement, ni à l'enregistrement d'une partie seulement d'une œuvre, à moins qu'un enregistrement partiel et semblable ait été fait précédemment avec cette autorisation.

Le taux réglementaire des redevances reste, comme auparavant, fixé à 6¼ % du prix de vente au détail de l'enregistrement, et, après un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi, une demande peut être adressée en tout temps au *Board of Trade* en vue d'une enquête publique, à la suite de laquelle le *Board* peut (sous réserve de l'approbation des deux Chambres du Parlement) prendre un arrêté fixant un taux différent pour une ou plusieurs catégories d'enregistrements, cet arrêté devant rester en vigueur pendant au moins cinq ans. Aux termes de la loi de 1911, les délais étaient respectivement de 7 et de 14 ans.

(A suivre)

R. F. WHALE

Secrétaire de la *Performing Right Society*

## Jurisprudence

### FRANCE

#### I

**Effets de la saisie autorisée par la loi des 19-24 juillet 1793: constituer un mode de preuve de la contrefaçon, en limiter les conséquences dommageables, faciliter la confiscation des objets délictueux et leur remise en nature à l'auteur lésé. Cassation d'un arrêt restreignant ces effets.**

(Cour de cassation, chambre civile, 22 janvier 1957. — *Vrillon c. Soc. Editions Blondel la Rougery et autres*)<sup>1)</sup>

La Cour,

Sur le moyen unique: vu les articles 809 du Code de procédure civile et 3 de la loi des 19-24 juillet 1793;

Attendu que la saisie autorisée par la loi des 19-24 juillet 1793 ne constitue pas seulement un mode de preuve de la contrefaçon, mais également le moyen d'une part, de limiter immédiatement les conséquences dommageables, tant au point de vue pécuniaire qu'en ce qui concerne l'atteinte au droit moral de l'auteur, de la contrefaçon qu'il invoque et, d'autre part, de permettre ou faciliter la confiscation des objets délictueux et leur remise en nature à l'auteur lésé, mesmes qu'il appartient aux seuls juges du principal de prononcer et que la loi prévoit totales;

Attendu que *Vrillon*, auteur d'un plan de la ville d'Alger, a fait procéder aux sièges de la Société d'Éditions Blondel la Rougery et de la Société d'Impression Blondel la Rougery, en vertu de l'article 3 de la loi des 19-24 juillet 1793 susvisée, à la saisie de tous les exemplaires d'un plan-guide de la même ville, édité par ces sociétés, et qu'il prétend constituer une contrefaçon de son propre ouvrage;

Attendu que les Sociétés susnommées ayant demandé en référé la limitation des effets de cette saisie, la Cour d'appel, par l'arrêt attaqué, infirmant l'ordonnance du juge des référés qui s'était déclaré incompétent à cette fin, se déclare au contraire compétente et, au motif que 5 des exemplaires saisis ayant été transmis au Parquet, le juge d'instruction possède les éléments nécessaires pour poursuivre son information, cantonne à 10 exemplaires du plan-guide la saisie-contrefaçon dont s'agit;

Attendu qu'en se prononçant ainsi sur le fond du droit, la Cour d'appel a violé les articles de loi susvisés.

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt.

#### II

**Exécution d'une symphonie. Enregistrement sur bande magnétique en vue de la radiodiffusion. Utilisation abusive et illicite de ladite bande pour confectionner des disques. Mise en vente de ceux-ci en y mentionnant, sans autorisation, le nom du chef d'orchestre. Préjudice moral et matériel porté à celui-ci. Interdiction de la diffusion des disques. Dommages et intérêts. Insertion du jugement dans la presse.**

Dépens à la charge du fabricant et du vendeur de disques.

(Seine, Tribunal civil, 4 janvier 1956; et Paris, Cour d'appel, 13 février 1957)

A) Jugement du Tribunal de la Seine

(*W. Furtwängler c. Société Thalia Disques et Société Urania Records*)

Le Tribunal,

Attendu qu'en vertu d'un contrat passé à Berlin le 5 novembre 1952 par *Rissland*, son représentant, avec le Comité d'État de la radiodiffusion de la République démocratique allemande, la Société *Urania Records*, dont le siège est à New York, a acquis de celui-ci le droit d'opérer sur des bandes magnétiques contenant la transcription d'œuvres musicales, des copies qui seraient utilisées pour la production de disques; qu'un

<sup>1)</sup> Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 7 novembre 1950. Voir notamment *Droit d'Auteur*, 1954, p. 93. (*Réd.*)

second contrat de même nature est intervenu entre les parties, le 14 septembre 1953, pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 1953 au 30 mai 1955, et qu'il spécifiait dans son article 9 que la firme Urania Records s'engageait « à faire son affaire personnelle de toutes revendications des solistes, des chefs d'orchestre et des musiciens fondés à prétendre à des cachets ou à des droits, de manière à ce que le Comité d'Etat de la radiodiffusion ne soit jamais recherché ni inquiété à ce titre ».

Attendu qu'au nombre des bandes prélevées en exécution de ces conventions figuraient notamment celles portant l'enregistrement de la Symphonie n° 3 *Héroïque* de Beethoven, avec l'Orchestre Philharmonique de Vienne dirigé par Wilhelm Furtwängler; qu'à l'aide de cette bande, la Société Urania fabriqua des disques dont une partie fut importée et mise en vente en France par la Société Thalia Disques, ayant son siège à Paris; que le 18 mai 1953, la Société Urania écrivit à Furtwängler que son représentant en Europe était en pourparlers pour l'achat de bandes magnétiques sur lesquelles les concerts de son correspondant avaient été enregistrés et offrit de lui payer des redevances à l'occasion de la vente des disques.

Attendu que cette proposition ne fut pas acceptée par le célèbre chef d'orchestre qui apprit, quelques mois plus tard, que la Société Urania avait néanmoins édité un disque microsillon de la Symphonie n° 3 de Beethoven, exécutée sous sa direction par l'Orchestre Philharmonique de Vienne, et se livrait à une importante publicité pour la vente de ce disque; qu'à sa demande, le Juge des référés a, le 19 décembre 1953, placé sous séquestre les exemplaires du disque litigieux et n'a autorisé leur restitution à la Société Thalia Disques qu'après la suppression du nom de Furtwängler tant sur les disques eux-mêmes que sur leur emballage.

Attendu que les prescriptions de l'ordonnance furent littéralement exécutées mais que des communiqués de presse s'attachèrent à exciter la curiosité des amateurs de disques en qualifiant le disque U.R.L.P. 7095 « le disque dont on parle »; que sous le titre « Une baguette anonyme dirige la III<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven », un grand journal du soir révélait dans son numéro du 28 janvier 1954 que le chef d'orchestre n'était autre que Wilhelm Furtwängler, et vantait la qualité de l'interprétation.

Attendu que suivant exploit en date du 12 février 1954, Wilhelm Furtwängler, aux droits duquel sont aujourd'hui les consorts Furtwängler, a assigné la Société Thalia Disques et la Société Urania Records pour leur faire interdire sous astreinte d'introduire en France, d'y diffuser, distribuer et mettre en vente le disque U.R.L.P. 7095 ou tout autre disque de la Symphonie n° 3 provenant directement ou indirectement de la bande magnétique ayant servi à l'enregistrement du disque litigieux, comme aussi d'en faire de la publicité; qu'il était subsidiairement demandé d'interdire aux défenderesses de présenter ce disque avec l'indication de Furtwängler comme chef d'orchestre ou avec toute autre indication susceptible d'accréditer l'idée qu'il pourrait s'agir d'un enregistrement réalisé sous sa direction, et, dans ce cas, de dire que, dans la huitaine de la signification du jugement, lesdites Sociétés seraient tenues également sous astreinte, de procéder à la suppression à leurs frais du nom de Furtwängler ou de toute autre mention interdite sur les disques, leur emballage, les accessoires de vente ou de publicité; qu'il était encore réclamé la condamnation solidaire des Sociétés Urania et Thalia au remboursement des sommes avancées pour la suppression du nom du chef d'orchestre sur les disques séquestrés et leurs accessoires, ainsi que la désignation d'un huissier pour constater les infractions au jugement à intervenir, l'insertion de ce jugement dans douze journaux français ou étrangers vendus en France, et la condamnation solidaire des deux Sociétés à une provision de 2 000 000 de francs sur les dommages-intérêts à fixer par état.

Attendu qu'il ressort des documents versés aux débats que, dans le but d'en faire ultérieurement usage pour des transmissions radiodiffusées, les services de la radiodiffusion allemande ont, de 1942 à 1945, procédé à Berlin, Vienne, Dresde, Munich, Leipzig et Hamhourg, à l'enregistrement sur rubans magnétiques de l'exécution de solistes, de chœurs et d'orchestres; que l'un des exemplaires de ces bandes était envoyé aux archives de la radiodiffusion à Berlin; que lors de l'occupation de cette ville par les forces alliées, le bâtiment où lesdites bandes étaient entreposées est passé sous le contrôle des Autorités soviétiques, puis, ultérieurement, sous celui de la République démocratique allemande.

Attendu qu'une ordonnance du Commandant en chef de l'Administration militaire soviétique et des troupes d'occupation soviétiques en

Allemagne en date du 30 octobre 1945 a réquisitionné sur le territoire allemand occupé par les troupes de l'Armée rouge les biens appartenant au Gouvernement allemand; qu'une ordonnance postérieure de la même autorité a précisé que les biens réquisitionnés comprenaient notamment les droits d'auteur; que les Sociétés défenderesses invoquent ces dispositions pour soutenir que l'ensemble des bandes magnétiques de l'ancienne Société de radiodiffusion du Reich est devenu la propriété de la Puissance d'occupation soviétique, que les droits des tiers sur ces bandes se sont trouvés éteints et que, par suite, le Comité d'Etat de la radiodiffusion, ayant cause du *Berliner Rundfunk* démocratique, était en droit de céder lesdites bandes en vue de la fabrication de disques.

Attendu, cependant, que la réquisition par les Autorités soviétiques et la transmission par elles au Comité d'Etat de la radiodiffusion de la République démocratique allemande n'a pu porter que sur les biens et les droits dont la radiodiffusion du Reich était propriétaire ou titulaire; qu'il échet donc de déterminer la nature des conventions passées entre la radiodiffusion du Reich et Furtwängler; qu'à cet égard les parties se déclarent hors d'état de produire le contrat qui aurait été établi avant l'enregistrement de la III<sup>e</sup> Symphonie exécutée par l'Orchestre Philharmonique de Vienne; que les Sociétés défenderesses entendent mettre à la charge de Furtwängler la preuve d'une restriction apportée à l'usage des bandes magnétiques, tandis que ce dernier soutient qu'il incombe auxdites Sociétés de justifier de leur droit d'utiliser les bandes pour la fabrication des disques destinés à la vente.

Attendu qu'il appartient à celui qui fait l'usage du nom d'autrui pour la vente d'un bien dans le commerce de rapporter la preuve qu'il a été autorisé par le porteur de ce nom; que le seul fait pour Furtwängler de diriger l'exécution d'une œuvre musicale en vue de son enregistrement n'impliquait pas l'octroi d'une telle autorisation; que, d'ailleurs, d'une façon générale, les contrats souscrits par la radiodiffusion du Reich avant le 8 mai 1945 interdisaient expressément la publication des disques qui seraient tirés des bandes sonores, et que même ceux postérieurs à cette date subordonnaient la mise en vente des disques à l'accord des artistes; qu'on ne concevrait pas que Furtwängler, qui était lié par un contrat d'exclusivité à la firme « His Master's Voice » ait pu autoriser la fabrication et la mise en vente de disques tirés de bandes destinées à la radiodiffusion; que les termes, ci-dessus rapportés, de l'article 9 du contrat du 14 septembre 1953 établiraient, s'il en était besoin, que le Comité d'Etat de la radiodiffusion savait qu'il n'avait aucun droit cessible vis-à-vis des chefs d'orchestre et des musiciens; qu'enfin la lettre adressée à Furtwängler par la Société Urania pour lui offrir le paiement de *royalties* montre que celle-ci était consciente de la situation.

Attendu que l'artiste exécutant est fondé à interdire une utilisation de son exécution autre que celle qu'il avait autorisée en contractant; qu'en l'espèce la Radiodiffusion allemande avait acquis de Furtwängler le droit d'enregistrer l'exécution de la III<sup>e</sup> Symphonie sous sa direction en vue de transmissions radiodiffusées, et non en vue de mettre dans le commerce des disques qui seraient fabriqués d'après cet enregistrement; que ses ayants cause n'ont pu posséder plus de droits qu'elle; que, dès lors, en faisant vendre et en vendant en France les disques litigieux au mépris des accords conclus entre leur auteur médiat et Furtwängler, les Sociétés Urania et Thalia ont causé à celui-ci un préjudice dont elles lui doivent réparation.

Attendu qu'il existe de notables différences entre l'enregistrement d'un concert et celui réalisé pour la fabrication d'un disque; que le premier comporte nécessairement des imperfections techniques, alors que le second donne lieu à de nombreuses reprises et ne devient définitif qu'autant que le chef d'orchestre responsable s'est déclaré pleinement satisfait; qu'en s'abstenant d'indiquer sur le disque et dans la publicité qu'il s'agissait de l'enregistrement d'un concert, l'éditeur a donc porté atteinte à la réputation artistique du musicien; qu'un autre élément de préjudice moral se trouve encore dans le fait de présenter comme une nouveauté d'octobre 1953 un disque exécuté d'après un enregistrement opéré près de dix ans plus tôt; qu'enfin le préjudice moral se double d'un important préjudice matériel, puisque la Société Urania Records, après avoir acquis à bas prix la bande magnétique sur laquelle la III<sup>e</sup> Symphonie était enregistrée, a mis dans le commerce un disque qui a fait concurrence à celui édité quelques semaines plus tôt par la firme « His Master's Voice », laquelle, à l'occasion du même morceau, avait passé un contrat régulier avec

Furtwängler et avec l'Orchestre Philharmonique de Vienne; que, du fait des agissements des Sociétés défenderesses, Furtwängler a été privé d'une partie des redevances sur lesquelles il était en droit de compter.

Attendu que le Tribunal possède dès à présent les éléments pour fixer à 1 000 000 de francs le préjudice tant moral que matériel subi par Furtwängler.

*Par ces motifs,*

Donne acte à la dame veuve Furtwängler, au docteur Wilhelm Furtwängler et à la dame Frederike Furtwängler de ce qu'ils reprennent l'instance introduite par leur mari et père.

Fait défense aux Sociétés Urania Records et Thalia Disques d'introduire en France, d'y diffuser, distribuer et mettre en vente, le disque numéroté U.R.L.P. 7095 de la Symphonie n° 3 *Héroïque* de Beethoven, ou tout autre disque de cette même symphonie provenant directement ou indirectement de la bande magnétique ayant servi à l'enregistrement du disque interdit, comme aussi d'en faire quelque publicité sous quelque forme que ce soit, et ce sous peine d'une astreinte de dix mille francs (10 000) par infraction constatée.

Condamne la Société Urania Records et la Société Thalia Disques, conjointement et solidairement, à rembourser aux consorts Furtwängler, sur la justification qui leur en sera fournie par M<sup>e</sup> Wiel, les sommes avancées par lui pour les frais de suppression du nom de leur auteur sur les disques séquestrés et leurs accessoires, notamment sur les chemises d'emballage.

Commet M<sup>e</sup> Staat, huissier, pour constater, dans les limites du département de la Seine, sur la réquisition des consorts Furtwängler, toute infraction au présent jugement.

Et pour la réparation du préjudice tant matériel que moral causé aux consorts Furtwängler, condamne la Société Urania Records et la Société Thalia Disques, conjointement et solidairement, à payer à ceux-ci la somme de un million de francs à titre de dommages-intérêts.

Ordonne l'insertion par extrait du présent jugement aux frais desdites Sociétés dans cinq journaux français au choix des demandeurs, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 50 000 francs.

Ordonne la restitution de la caution de 100 000 francs déposée à la Caisse des dépôts et consignations le 8 juin 1954, sous le n° 708 813.

Ordonne, vu l'urgence, l'exécution provisoire du jugement.

Condamne conjointement et solidairement les Sociétés Urania Records et Thalia Disques en tous les dépens.

*B) Arrêt de la Cour de Paris*

(Société Thalia Disques et Société Urania Records c. consorts F.)

La Cour,

Statuant sur l'appel d'un jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, le 4 janvier 1956, qui a fait défense à la Société Urania Records inc. et à la Société Thalia Disques d'introduire en France, de diffuser et mettre en vente certains disques, et condamné lesdites sociétés solidairement à payer à la Philharmonie de Vienne la somme de 3 500 000 francs à titre de dommages-intérêts, et ordonné l'insertion de la décision dans 5 journaux français aux frais des sociétés condamnées; joint les causes vu la connexité;

Considérant qu'au cours de la dernière guerre, de 1942 à 1945, les services de la radiodiffusion de Berlin procédèrent à des enregistrements sur bandes de diverses œuvres musicales;

Considérant qu'il ne résulte pas clairement des débats, non plus que des pièces produites par les parties, quel était le but réel de ces enregistrements; qu'il n'est pas établi nettement s'ils étaient destinés à une discothèque d'Etat, ou s'ils devaient permettre en cas de besoin des retransmissions par la radio;

Considérant que la même incertitude existe sur le point de savoir dans quelles conditions ces enregistrements furent pratiqués; qu'il y eut, aux dires des parties, des contrats établis, mais que les parties, on se déclare incapables de les produire, ou, si elles en produisent, ne donnent pas les moyens de prévoir s'ils concernent les enregistrements litigieux;

Considérant que l'un des exemplaires de ces bandes avait été envoyé aux archives de la radiodiffusion de Berlin;

Considérant que lors de l'occupation de cette ville par les forces alliées, l'immeuble où ces bandes étaient entreposées passa sous le contrôle des autorités soviétiques qui cédèrent ces bandes à la République démocratique allemande qui, elle-même, les céda à une firme américaine Urania Records;

Considérant que nantie de ces bandes de musique, Urania entreprit d'en faire des disques, de les éditer, de les vendre ou de les faire vendre par ses concessionnaires, c'est-à-dire, pour la France, la Société Thalia Disques;

Considérant que la question posée à la Cour d'appel est celle de savoir si l'exploitation faite par Urania de la bande ainsi acquise de la radio de Berlin est abusive et illicite;

Considérant que le Tribunal de première instance a répondu par l'affirmative et qu'il y a lieu de confirmer cette décision;

Considérant en effet que, dans le domaine artistique et littéraire, la notoriété est le résultat du talent, du travail et des efforts souvent longs et ardu soutenus durant toute une carrière; qu'il s'agit là d'un capital le plus souvent en puissance essentiellement personnel; que celui qui en jouit est seul juge des moyens et de l'époque de son exploitation; qu'il est même seul juge de savoir s'il doit, sur le plan commercial, en tirer profit puisqu'il lui est loisible de se réfugier dans l'abstention;

Considérant que dans la matière plus précise de l'exécution musicale, l'artiste, sauf conventions contraires, ne peut être censé avoir fourni une manifestation de son talent que pour un usage déterminé, exclusif de tout autre usage qui serait abusif;

Considérant qu'en l'espèce déférée à la Cour d'appel, lors des enregistrements effectués durant la guerre par les services de la radiodiffusion de Berlin, l'artiste n'a pu prévoir la diffusion qui, postérieurement et à son insu, devait être faite de l'exécution des œuvres musicales par la Société Urania; qu'il y a là une exploitation abusive de la notoriété de l'artiste qui est une source de dommages-intérêts;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer le jugement entrepris en ce qui concerne l'interdiction de la vente des disques, sous astreinte, puisque les seuls dommages-intérêts alloués en réparation du préjudice causé se révéleraient illusoire si la Société Urania Records pouvait continuer ses agissements;

Considérant que la Société Thalia Disques doit être condamnée au même titre que la Société Urania; qu'en effet, cette société n'est qu'un prête-nom de la Société Urania, ainsi que le prouve notamment son papier à lettres où on lit l'en-tête suivante singulièrement significative: « Urania-Thalia Disques »;

Considérant d'ailleurs que par arrêt du 25 mai 1955 de la présente Chambre, il a été jugé que la Société Thalia n'a pas d'autre objet que la vente des disques Urania et qu'elle n'est qu'une filiale d'Urania pour la diffusion en France des disques fabriqués par Urania;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de confirmer la décision dont est appel, relativement à l'interdiction de la vente des disques, rendue tant à l'encontre de Thalia que d'Urania;

Considérant toutefois, sur l'allocation des dommages-intérêts, qu'il y a lieu, afin d'arriver à leur plus exacte appréciation, de confier à un expert-comptable, M. Lemoine, qui devra s'entourer, le cas échéant, des lumières d'un homme de l'art, le soin de rechercher en quoi la vente des disques par Urania et la publicité qui les a accompagnés ont nui à la vente des disques éventuellement édités par les maisons ayant traité avec les artistes, en même temps qu'il déterminera ce qu'Urania et Thalia ont indûment gagné aux dépens de ces artistes;

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les conclusions des intimés, relatives aux dire et juger, auxquelles répond suffisamment le présent arrêt;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de statuer sur les conclusions de défense à exécution provisoire, la question étant désormais sans intérêt, la Cour statuant par le présent arrêt au fond;

*Par ces motifs* et ceux non contraires des premiers juges: Déclare désormais sans objet la demande de défense à exécution provisoire; déclare la Société Urania Records et la Société Thalia Disques recevables en leur appel; au fond les en déboute; confirme le jugement dont est appel, sur tous les points, sauf sur la question de la réparation du préjudice tant matériel que moral causé à la Philharmonie de Vienne; émen-

dant le jugement, nommé M. Lemoine, expert-comptable, qui, s'il en est empêché, sera remplacé sur simple requête, par ordonnance de M. le Président de cette Chambre, avec la mission de rechercher, en s'entourant, le cas échéant, des lumières d'un homme de l'art, en quoi la vente des disques par Urania et la publicité qui les a accompagnés ont nui à la vente des disques éventuellement édités par les maisons ayant traité avec les artistes, en même temps qu'il déterminera ce qu'Urania Records et Thalia Disques ont indûment gagné aux dépens de ces artistes; dit que l'expert conciliera les parties si faire se peut, sinon déposera son rapport au greffe de la Cour, dans les 6 mois de la date à laquelle il aura été saisi de sa mission; déboute les parties de toutes autres conclusions plus amples ou contraires; condamne conjointement et solidairement les Sociétés Urania Records et Thalia Disques en tous les dépens de première instance et d'appel.

## Etudes documentaires

### Un traité de M. Satanowski sur le droit d'auteur <sup>1)</sup>

M. Satanowski a composé sur le droit d'auteur un très important traité dont nos lecteurs doivent être informés; mais l'ampleur de l'ouvrage ne nous permet, ici, que de mettre en lumière quelques-uns des aspects les plus caractéristiques de ce livre remarquable, sans que nous puissions en donner l'analyse complète qu'il mériterait.

Quant à la nature juridique du droit intellectuel, M. Satanowski se rallie à l'opinion de E. Picard qui considère ce droit comme de nature spéciale, autonome et indépendant, appartenant à une catégorie nouvelle de droits. Il s'agit d'un droit composé par deux éléments: l'un immatériel ou personnel, l'autre patrimonial ou économique. La dénomination « droit intellectuel » est préférable — selon M. Satanowski — à celle de « propriété scientifique, littéraire et artistique » adoptée par les lois argentines n° 7092, du 10 novembre 1910, et n° 11 723, du 26 septembre 1933, actuellement en vigueur. Les brevets d'invention sont aussi des droits intellectuels, à cause de l'analogie des prérogatives, mais M. Satanowski souligne la grande différence, car les brevets d'invention, tout en étant une création de l'intelligence, ont surtout des fins industrielles, tandis que les œuvres intellectuelles sont une création de l'esprit exprimant la beauté ou la vérité, sans aucun but spécial d'utilité.

Les sources du droit, à savoir les règles juridiques applicables (titre II, chapitre I), sont précisées par la mention de toutes les lois de la République Argentine et de celles de 34 pays (chapitre III), complétée par un rapport sur l'évolution et l'état actuel des différentes conventions internationales (Union de Berne, Union Panaméricaine, Convention universelle de Genève), y compris les traités bilatéraux entre les pays européens et américains les plus importants.

M. Satanowski admet que la loi argentine, de même que la Convention de Berne, contient une liste des œuvres protégées énumérative et non limitative (titre IV, chapitre I); et il reconnaît (chapitre II) comme des qualités requises de l'œuvre intellectuelle celles admises par la doctrine générale.

Cependant, il insiste — en examinant les définitions formulées par des auteurs divers — sur les notions d'autonomie et d'intégralité que l'œuvre devrait présenter, à côté de la création qui est l'expression personnelle, perceptible, originale (même si cette dernière qualité n'était pas absolue ou bien qu'elle puisse être partielle) et nouvelle. Il est vrai que tout art ou science a besoin d'un « corpus mechanicum » comme moyen d'expression, mais M. Satanowski attire l'attention sur l'erreur qui consisterait à admettre que l'œuvre intellectuelle fait un avec ses moyens d'expression, de réalisation ou d'extériorisation.

Le mérite, l'importance, la valeur intellectuelle, la destination ou le but de l'œuvre n'entrent pas en considération pour la protection légale.

En ce qui concerne la presse (chapitre II sur les œuvres écrites), la nature juridique des nouvelles n'est pas en contradiction avec l'exercice du droit d'auteur. Seulement si elles sont dépourvues de toute originalité, rédigées selon l'ordre naturel, sans effort personnel de construction et de rédaction, elles peuvent être considérées « res communes » comme les idées. Une fois publiée, la nouvelle ou l'information de presse sera donc protégée uniquement contre l'abus du droit de reproduction.

Les œuvres photographiques (chapitre V) sont de caractère intellectuel lorsqu'elles réunissent les qualités générales requises, car la technique n'est pas incompatible avec ces dernières. L'œuvre cinématographique (chapitre VI) est d'une nature autonome, de caractère artistique et original, distincte de la nature des autres arts et de celle des œuvres préexistantes qui lui servirent d'inspiration ou qui furent utilisées. Elle est placée par M. Satanowski dans une catégorie particulière d'œuvres protégées, étant le résultat d'une activité spéciale et poursuivant des fins propres.

Le droit moral (chapitre VII) est, sous tous ses aspects, bien distinct des éléments pécuniaires, tels que le droit de reproduction et de représentation.

L'examen des différentes opinions sur l'inaliénabilité du droit moral conduit M. Satanowski à estimer qu'en principe ce droit est inaliénable, étant lié à la paternité de l'œuvre et à la personnalité de l'auteur. Cependant, rien n'empêche que ce droit fasse l'objet de conventions, pourvu qu'il ne soit pas diminué jusqu'à en être annulé. Le titre de l'œuvre pourrait être omis ou modifié, tandis que le texte ne pourrait pas être touché, sauf dans les cas où il serait indispensable de le modifier pour des nécessités techniques ou artistiques. Le droit moral n'est soumis ni à délais ni à conditions, il ne s'éteint pas par la mort de l'auteur, car il est dans l'intérêt de la société même de respecter toujours la mémoire de ceux qui ont consacré leur intelligence au progrès des sciences et des arts, au bénéfice de l'humanité.

L'auteur divise en deux classes les droits moraux:

#### 1° droits positifs:

- a) droit de l'auteur au nom et à la signature;
- b) droit au pseudonyme et à l'anonymat (qui complète le droit de paternité);
- c) droit au titre de l'œuvre;
- d) droit à la représentation de l'œuvre dans des conditions convenables;

#### 2° droits négatifs les plus importants:

- a) le respect de l'intégrité de l'œuvre et de son titre;
- b) droit d'exiger la fidélité des traductions;
- c) droit de ne pas permettre que lui soit attribuée une œuvre qui n'est pas la sienne;
- d) droit de repentir, c'est-à-dire de retirer l'œuvre publiée et de la détruire.

Le droit de publication est fondé sur la liberté de l'esprit; il implique que l'auteur ne soit pas tenu à réaliser ou à terminer l'œuvre, même s'il s'y était engagé par contrat. Dans ce cas, il serait responsable du dommage envers le co-contractant; il ne pourrait pas revendre l'œuvre mais, d'autre part, il ne pourrait pas être obligé de la détruire.

Le droit à la paternité (chapitre IX) est inhérent à la personnalité de l'auteur, comme conséquence de la création intellectuelle. Il est vrai que la collectivité a intérêt à être renseignée sur le créateur de l'œuvre, mais celui-ci a le droit supérieur de recourir au pseudonyme ou à l'anonymat, ce qui donne cependant lieu à une situation précaire pour le titulaire du droit. Ces moyens de dissimulation sont licites uniquement avec le consentement de l'auteur; mais la substitution du nom est illicite, même si elle a lieu avec ce consentement.

Le droit au respect (chapitre X) pose une limite au droit de propriété de celui qui a acheté l'œuvre ou le manuscrit aux fins de modification ou de destruction. La première — en règle générale — a besoin du consentement de l'auteur; la seconde ne pourrait avoir lieu que dans des cas qui la justifieraient.

Le droit à la reproduction intégrale pourrait être atténué seulement dans certains cas déterminés.

Le droit à la représentation de l'œuvre dans des conditions convenables comporte une réglementation particulière à l'égard des œuvres cinématographiques.

Le droit à l'individualisation (chapitre XI) est caractérisé par la règle que le titre ne pourrait pas être changé ou modifié sans le consentement exprès de l'auteur, sauf le cas de force majeure. Parmi les différentes catégories de titres, l'opinion de M. Satanowski est que les titres originaux sont régis par les règles du droit intellectuel; les titres originaux de fantaisie par celles concernant les marques de fabrique et les titres banaux ou génériques par celles relatives à la concurrence déloyale. Les premiers font partie de l'œuvre intellectuelle et en constituent un élément économique et moral.

Une autre opinion remarquable de M. Satanowski est que, en règle générale, on pourrait utiliser pour une œuvre intellectuelle un titre original similaire ou égal à celui d'une autre œuvre, pourvu que celle-ci ne soit pas d'une catégorie analogue, de sorte qu'il ne cause pas de préjudice à la première et n'implique pas l'intention de détourner le public. Car

<sup>1)</sup> *Derecho Intelectual*, par Isidro Satanowski. 2 volumes reliés de 1207 pages au total. Tipografica Editora Argentina, Buenos Aires 1954.



le titre a la fonction de distinguer et, en même temps, celle d'attirer le public.

Le droit de repentir (chapitre XII) pose un problème distinct de celui du droit de publication. Cependant, il ne serait pas justifié que l'auteur puisse retirer ou modifier l'œuvre déjà terminée et vendue, même en admettant le principe qu'il soit tenu au versement de dommages-intérêts éventuels.

M. Satanowski traite aussi (titre VIII) des droits des interprètes et des artistes exécutants, qu'il désigne par « droits connexes », selon la terminologie adoptée par différentes lois. Ces droits ressemblent à ceux des auteurs. Ils ne comportent pas une cession — même partielle — des droits de ces derniers. Les interprètes, comme les autres titulaires de droits connexes, doivent subordonner leur esprit créateur, leur personnalité, à ceux de l'auteur. La perfection d'un mécanisme technique doit être liée à un tempérament artistique, afin de saisir toujours l'esprit de l'œuvre. Il s'agit donc d'un droit distinct de celui de l'auteur, tout en étant connexe et de caractère intellectuel. Les règles du droit intellectuel protègent non seulement l'auteur et ses œuvres, mais encore tout ce qui concerne l'activité intellectuelle. Ce principe, admis par la loi argentine ainsi que par celle d'autres pays, est préférable au principe selon lequel l'interprète, bien qu'il ne soit pas auteur, doit être considéré comme un collaborateur ou un adaptateur. D'autre part, les droits connexes ne peuvent pas être basés sur la notion du contrat de travail. Le contrat entre le producteur et l'artiste est *sui generis* et de caractère intellectuel, car il est réglé par les dispositions mêmes réglant une activité tendant à la réalisation d'une œuvre intellectuelle. Ce contrat l'emporte sur les rapports de droit civil.

Après cette théorie et définition des droits connexes, M. Satanowski expose les droits (pécuniaires et moraux) et les obligations du producteur, de l'éditeur ou de l'entrepreneur, des réalisateurs et des interprètes. En examinant les problèmes des interprétations musicales enregistrées sur disques et transmises au public par radiodiffusion, il combat l'opinion que l'exécutant n'a pas droit à une rétribution spéciale pour ces auditions.

Certains droits moraux sont reconnus aux réalisateurs et aux interprètes selon la loi argentine, exception faite pour les œuvres cinématographiques et pour les autres œuvres exécutées ou représentées dans un théâtre ou dans une salle publique. Ils ont droit au respect de l'intégrité de l'interprétation, à la paternité, qui est reconnue expressément pour les œuvres cinématographiques. Ces droits sont toutefois soumis à des restrictions par rapport aux différentes espèces d'œuvres.

Les exécutants (chapitre II) sont considérés par M. Satanowski comme des employés, des ouvriers ou des dépendants qui n'ont pas de droits intellectuels par rapport à leur travail ou au résultat de celui-ci. Ils ont des droits d'ordre commercial ou civil, découlant de leur contrat de travail.

Sont comprises dans les obligations connexes (titre IX, chapitres II, III, IV) les règles communes sur le portrait, sur le nom des personnes et sur la reproduction de certains liens ou édifices. A l'égard de ces derniers, M. Satanowski estime que l'autorisation de leur propriétaire n'est pas indispensable si celui-ci n'a pas manifesté d'opposition ou si la reproduction ne porte pas préjudice à la renommée des œuvres mêmes.

Pour la traduction (titre X, chapitre II), les règles communes sont reconnues, ainsi que le droit moral de l'auteur à exiger la fidélité de la traduction.

La protection des œuvres étrangères en Argentine (chapitre III) est assurée par la loi 11 723 de 1933 contenant des dispositions applicables (sauf l'article 57 sur le Registre des œuvres) aux ouvrages de caractère scientifique, artistique et littéraire publiés à l'étranger, quelle que soit la nationalité des auteurs, pourvu qu'ils appartiennent aux pays qui reconnaissent le droit de propriété intellectuelle. En Argentine, la protection ne pourra avoir une durée plus longue que celle accordée par les lois des pays dans lesquels les œuvres sont publiées. Si ces lois prévoient une protection plus longue, la loi argentine sera applicable.

Au titre XVIII, M. Satanowski examine les problèmes du droit intellectuel par rapport au droit syndical. Il reconnaît beaucoup d'importance aux sociétés de perception, qui sont mandataires de leurs sociétaires afin de protéger, favoriser et défendre les droits et les intérêts des auteurs. En Argentine, ces sociétés ne sont pas soumises à un régime spécial d'autorisation ou de contrôle, à la différence des législations d'autres pays. Elles ne sont pas, en général, des organisations professionnelles de travailleurs, sauf les organisations syndicales des exécutants ou des interprètes. Les plus importantes, en Argentine, sont : l'*Asociacion General de Autores de la Argentina* ou *Argentores*, fondée en 1910, et la *Sociedad Argentina de Autores y Compositores de Musica* ou *Sadaic*, fondée en 1936. Ces organisations représentent les auteurs théâtraux et musicaux, pour lesquels elles exploitent les œuvres intellectuelles, perçoivent les droits dans le pays et à l'étranger moyennant des tarifs officiels, qui

sont appelés « grands droits » (pour les auteurs théâtraux) et « petits droits » (pour les auteurs littéraires et musicaux : exécution de leurs œuvres; pour les écrivains : utilisation des œuvres littéraires dans les présentations publiques ou les transmissions radiotéléphoniques). Elles procurent aussi des bénéfices d'ordre syndical et mutualistes et prennent soin des droits moraux.

La *Sociedad Argentina de Escritores (SADE)*, fondée en 1928, assure, par l'effet d'une convention spéciale, les droits patrimoniaux aux auteurs littéraires; il en est de même de l'*Asociacion de Escritores Argentinos (ADEA)*, 1946. Le *Consejo intersocietario del Trabajo Intelectual en la Argentina (CITIA)*, fondé à Buenos Aires en 1946, a pour but de coordonner les efforts afin de protéger le travail intellectuel.

En dehors des différents syndicats et associations professionnels<sup>1)</sup> constitués par le décret 23 852 du 2 octobre 1945, il y a lieu de mentionner la *Corporacion Musical Argentina (COMAR)*, organisée en société anonyme afin d'encaisser les droits des interprètes pour l'utilisation publique des disques phonographiques.

Il y a aussi des associations mutualistes : l'*Asociacion Cinematografica de Mutualidad* (constituée le 8 septembre 1941), qui a obtenu la personnalité juridique le 28 juin 1943.

Enfin, M. Satanowski remarque que le système d'arbitrage en cas de différends en matière de droits intellectuels est le plus approprié à cause de la rapidité et de la spécialisation nécessaires, ce qui peut être obtenu au moyen de commissions de conciliation et de commissions d'arbitrage.

G. R.

## Nouvelles diverses

### République de Cuba

#### Ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur<sup>2)</sup> (avec effet à partir du 18 juin 1957)

Par lettre du 10 avril 1957, le Directeur Général de l'Unesco nous a informé que l'instrument de ratification, par la République de Cuba, de la Convention universelle sur le droit d'auteur et des Protocoles annexes 1 et 2 avait été déposé le 18 mars 1957. La Convention et les Protocoles annexes 1 et 2 entreront donc en vigueur, pour la République de Cuba, le 18 juin 1957.

## Bibliographie

**Internationales Urheberrecht - Kommentar**, par le Dr Walter Bappert et le Dr Egon Wagner. Un volume relié de 362 pages, 23 × 15 cm. C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, Munich et Berlin, 1956.

Nos lecteurs ont déjà en l'occasion d'apprécier, dans le *Droit d'Auteur*, l'excellence des commentaires de MM. Bappert et Wagner, puisque notre revue a eu le privilège de publier, en août et septembre 1956, la remarquable analyse qu'ils ont consacrée à la mention de réserve dans la Convention universelle.

L'ouvrage qu'ils viennent de faire paraître commente, article par article, la Convention de Berne révisée et la Convention universelle. Il reproduit leurs textes ainsi que ceux de la Convention de Montevideo et des accords bilatéraux conclus entre l'Allemagne et les autres pays.

Un tableau très bien fait indique, pour tous les pays du monde, les liaisons qui peuvent résulter des deux grandes conventions multilatérales (Berne et Genève) ainsi que des accords bilatéraux qui, éventuellement, engagent ces pays envers l'Allemagne.

Cet ouvrage rendra donc beaucoup plus aisé et efficace le travail des juristes en matière de droit d'auteur international, et nous félicitons MM. Bappert et Wagner de nous avoir apporté, sur la Convention de Berne comme sur celle de Genève, des commentaires clairs, précis et substantiels, qui seront d'un précieux secours pour l'interprétation des textes.

<sup>1)</sup> Production: *Sindicato de la Industria Cinematografica Argentina (SICA)*; distribution: *Sindicato de Empleados de Distribuidores Cinematograficos (SEDC)*; projection: *Sociedad de Administradores Cinematograficos, Union o Sindicato de Operadores Cinematograficos, Union Proteccion de Acomodadores de Salas de Espectaculos, Sindicato Unido de Boleteros*, etc.

<sup>2)</sup> Pour les autres ratifications ou adhésions concernant la Convention universelle, voir *Droit d'Auteur*, 1956, p. 148, et 1957, p. 16 et 72.